

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 24

décembre 83 14 fr.

## Sommaire

**Faire échec à Reagan**

•  
**L'école de la régulation ou les théoriciens  
du nouveau consensus social**

•  
**CENTRES DE TRI : BILAN ET  
ENSEIGNEMENTS D'UNE GREVE**

•  
**Stendhal et Kafka**

## Contributions

à la discussion pour le VI<sup>e</sup> Congrès  
de la LCR

Dossier

# Faire échec à Reagan

**T**ROIS événements internationaux dominent cette fin d'année : le début d'implantation des nouvelles fusées américaines à moyenne portée et la rupture des négociations de Genève portant sur cette catégorie d'armements, l'invasion de la Grenade, l'aggravation de la guerre au Liban. Il en résulte une situation de tension telle que le monde n'en avait pas connue depuis vingt ans. Il n'en fallait pas plus pour que se multiplient dans la grande presse les scénarios d'apocalypse.

## Une atmosphère de guerre

En fait, c'est à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'impérialisme US et de ses alliés que l'on doit une telle atmosphère. Accédant à la Maison-Blanche en 1981, Ronald Reagan avait reçu un mandat précis de la classe dominante américaine : mettre un coup d'arrêt à l'affaiblissement du rôle politique de la première puissance occidentale et, dans la foulée, acquérir un nouveau leadership sur le « monde libre ». Pour passer à la contre-offensive, l'impérialisme dominant avait besoin de revenir à un état de confrontation avec Moscou. Seul, en effet, le retour à un monde bipolaire, en forçant les Etats alliés à s'aligner et à accepter ses conditions, pouvait introduire une nouvelle cohésion dans la direction du camp occidental. Les experts en propagande du Pentagone ont donc créé de toutes pièces le mythe d'une supériorité militaire des Etats bureaucratiques de l'Est.

Ils ont ainsi pu justifier la folle course aux armements dans laquelle ils se sont engagés. A la fin du mandat de Reagan, les dépenses militaires des USA auront atteint 1 600 milliards de dollars. Les hommes au pouvoir outre-Atlantique ne songent même plus à dissimuler leur véritable objectif : acquérir une supériorité absolue sur le Pacte de Varsovie au plan nucléaire comme conventionnel. William Clark, l'un des conseillers de la Maison-Blanche, est des plus explicites. Il faut, selon lui, que les forces américaines soient capables de « réduire à néant l'ensemble des structures politiques et militaires de l'URSS » en même temps que serait assurée la destruction « des forces militaires nucléaires et classiques ainsi que des industries qui leur sont vitales » (rapport secret révélé par le *New York Times* du 30 mai 1982). Dans ce cadre, les programmes consacrés aux armes nucléaires ont presque doublé par rapport à 1979. Pour la seule année fiscale 1984, les sommes affectées aux engins stratégiques sont d'environ 30 milliards de dollars, soit une hausse de 36 % sur l'exercice antérieur. Toute une panoplie d'armes sont commandées par le Pentagone : missiles MX ou Trident, bombardiers B1, etc. On estime qu'au cours des dix prochaines années, le stock US totalisera plus de 31 000 ogives nucléaires, soit une augmentation de 20 % de l'arsenal actuellement existant (chiffres cités par *US News and World Report*, 28 mars 1983).

Les 108 Pershing 2 comme les 464 Cruise qui seront bientôt opérationnels sur le vieux continent s'adaptent parfaitement à cette logique. Ils ne sont

nullement destinés à neutraliser les SS 20. D'ailleurs, leur mise au point a commencé au début des années soixante-dix, à un moment où l'on ne parlait guère du « bellicisme soviétique ». Et les trois sous-marins américains affectés au commandement européen de l'OTAN (SACEUR) disposent depuis longtemps de fusées Poséidon (480 ogives), d'une précision similaire à celle des missiles soviétiques. En réalité, cette nouvelle génération d'armes vise à frapper en quelques minutes les centres vitaux de l'URSS et à détruire le « second échelon stratégique » du Pacte de Varsovie, désorganisant de cette façon l'ensemble de son dispositif.

Ce développement sans précédent de la panoplie atomique de l'OTAN se complète d'un effort comparable en matière conventionnelle. Depuis décembre 1982, l'état-major atlantique, sous l'égide du général Bernard W. Rogers, a adopté un nouveau programme de défense pour l'Europe centrale. Celui-ci repose sur l'emploi d'armes à haute technologie (systèmes de communication électroniques non brouillables, missiles guidés par laser, etc.) qui sont censées, elles aussi, « frapper en profondeur » les forces adverses et en paralyser le « deuxième échelon ». Dans le même temps, l'armée de terre vient de se doter d'un nouveau plan de combat offensif, intitulé « Airland Battle Doctrine », dont l'essentiel réside dans la capacité de pénétration éclair du territoire ennemi. Conformément à cette doctrine, les forces classiques de la citadelle impérialiste sont en cours de réorganisation. Le nombre de divisions de l'armée sera porté de 16 à 17 en 1988 et à 25 en 1991. Comme le précise Caspar Weinberger, le secrétaire d'Etat à la Défense, « l'armée de terre a lancé le plan de modernisation et d'équipement le plus vaste de son histoire ». Les escadres de la marine devraient passer de 13 à 22 en 1991 tandis que les escadrons d'aviation tactique devraient doubler.

En se lançant dans une escalade qui peut à tout moment déboucher sur une guerre plus destructrice que jamais, l'équipe républicaine poursuit trois objectifs. Face à la crise, elle veut tout d'abord faire assumer aux trusts de l'armement un rôle de locomotive dans la relance des profits du big business. L'accent mis sur les équipements de haute gamme technologique en est la claire démonstration. Elle entend ensuite imposer à l'Union soviétique une épreuve de force épuisante pour son économie, à un moment où les contradictions du système de domination bureaucratique s'approfondissent. Les Etats-Unis pourraient de cette façon se trouver en position de force quand viendra l'heure de négocier une nouvelle donne internationale. Enfin, en faisant planer la menace d'une conflagration planétaire, elle cherche à créer un climat tel que les populations soient contraintes de faire bloc avec leurs classes dirigeantes.

Quelle qu'en soit l'importance, le débat sur la « sécurité européenne » masque pourtant trop souvent la véritable guerre contre les peuples du tiers monde que prépare parallèlement l'hôte de la Maison-Blanche. Confronté à l'ébranlement de plusieurs centres essentiels du monde capitaliste, il entend à la fois restaurer son rôle de gendarme mondial et s'assurer de positions géopolitiques stables lui permettant d'accéder aux principales ressources naturelles du globe. L'Amérique importe en effet plus de 50 % de son approvisionnement en matières vitales et les minerais (chrome, cobalt, columbium, nickel, platine, etc.) sont indispensables à la fabrication des systèmes d'armes modernes et des satellites de télécommunications. Cela conduit l'administration Reagan à « globaliser » les intérêts de l'Occident, comme en fait foi la déclaration adoptée par les participants au sommet de Williamsburg en mai dernier : « *La sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale.* »

Une telle appréhension des problèmes conduit à faire de la terre et de la mer une immense zone de combat où les moyens nucléaires peuvent éventuellement être utilisés. Pour disposer de capacités d'intervention tous azimuts, le Pentagone renforce simultanément sa puissance maritime et la Force à déploiement rapide (FDR) créée par Carter. Cette dernière compte déjà 222 000 hommes et pourrait voir ses effectifs doubler dans les prochaines années. En 1982, devant le Congrès, Weinberger expliquait crûment ses buts : « *Pour dissuader ou pour vaincre une agression à tous les niveaux, il faut disposer de toute la gamme des capacités militaires nécessaires pour mener une guerre nucléaire stratégique, pour*

soutenir une confrontation entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie et pour [contrôler] des conflits régionaux à un niveau inférieur. » Cette globalisation suppose évidemment d'étendre la notion d'adversaire. L'état-major US désigne donc à présent le « réseau étendu des alliés, des clients et des figurants de l'Union soviétique », ce qui vise des Etats aussi différents que Cuba ou la Libye. Pour légitimer toutes leurs aventures, les responsables américains ont même inventé le concept de l'« escalade horizontale » qui prévoit, en cas de difficultés sur un théâtre d'opérations, de porter la guerre sur les « points de vulnérabilité de l'URSS ». Cette orientation s'applique désormais en trois régions où Washington s'efforce de se constituer des relais locaux.

### « Escalade horizontale »

● L'Amérique centrale et les Caraïbes sont la principale cible. Cette zone possède une importance géostratégique capitale, en raison de plusieurs points de passage entre les deux océans, Pacifique et Atlantique. Depuis des lustres, les USA y ont garanti leurs intérêts en installant des dictatures à leur solde et en n'hésitant pas à intervenir directement. De nos jours encore, la moitié du commerce extérieur américain et le quart des importations en hydrocarbures transitent par cette « arrière-cour ». Ce qui faisait dire à Reagan, le 10 mars dernier : « *La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre quatrième frontière.* »

Or cette « frontière », déjà fortement affaiblie par la victoire de la révolution cubaine, est minée depuis plusieurs années par une série de processus d'émancipation : succès du Front sandiniste au Nicaragua et du New Jewel Movement à Grenade, développement de la guérilla au Salvador et au Guatemala. Pour garantir sa domination, l'impérialisme doit absolument briser une vague qui menace de faire tâche d'huile à un moment où tout le cône sud de l'Amérique latine est en proie à une remontée spectaculaire des luttes populaires. Pour y parvenir, il a renforcé les régimes alliés du Honduras et du Guatemala, appuyé les commandos somozistes et les mercenaires qui agissent au Nicaragua, envoyé des dizaines de conseillers au Salvador... Même si les coups portés aux révolutionnaires ont été rudes, les résultats ne sont guère concluants. L'armée et la dictature salvadorienne ont les plus grandes difficultés à contenir le FMLN qui intensifie, avec succès, ses actions. La CIA vient de reconnaître que les rebelles qu'elle arme et encadre au Nicaragua n'étaient pas en mesure de l'emporter. Selon le *Washington Post* du 26 novembre, « *la CIA a également conclu que les forces appuyées par les Etats-Unis n'avaient pas gagné de soutien populaire suffisant pour renverser les sandinistes* ».

Dès lors, il ne reste plus à la Maison-Blanche que le recours à l'intervention. Le précédent du débarquement à la Grenade doit conduire à prendre cette menace au sérieux. D'autant que le 11 novembre, le *New York Times* révélait que les responsables des armées du Salvador, du Guatemala, de Panama et du Honduras s'étaient réunis à la mi-octobre pour « *étudier la légalité d'une action militaire conjointe contre le Nicaragua* » et qu'ils étaient tombés d'accord pour indiquer qu'« *en cas de crise extrême, la participation directe des USA, avec toutes leurs ressources* », s'imposerait.

● Le Moyen-Orient est un second test. Dans cette région vitale pour l'approvisionnement énergétique des pays impérialistes, Washington renforce ses alliés, à commencer par Israël, plus que jamais consacré dans sa mission de gendarme local. Un chapelet de bases logistiques a été aménagé en Arabie Saoudite, en Somalie, en Turquie et en Oman, relais à disposition de la force à déploiement rapide. Une véritable armada croise devant les côtes libanaises, tandis que les éléments de la force multinationale à Beyrouth ont pour but d'assurer la domination d'un pouvoir fort reposant sur la prédominance des milices chrétiennes réactionnaires. Le Liban n'est cependant qu'un maillon d'un projet bien plus vaste visant à imposer la présence des troupes US dans le Golfe.

● Le Pacifique enfin, formidable marché potentiel puisque six hommes sur dix y vivront en l'an 2 000, n'est pas d'une moindre importance pour l'impérialisme américain. D'où le retentissement donné au récent voyage de Reagan à Tokyo et à Séoul, à ses plaidoyers en faveur d'un accord régional de sécurité inspiré de

l'OTAN. Un tel accord est rendu plus urgent par les risques d'effondrement de la dictature Markos aux Philippines, jusqu'à maintenant l'une des pièces maîtresses de l'impérialisme en Asie.

Dans le combat engagé, la contre-offensive de Washington a marqué d'indéniables points. Les euromissiles US vont être prochainement déployés sur le vieux continent. Il y a aujourd'hui plus de forces occidentales en activité aux quatre coins du monde qu'il n'y en a jamais eu en temps de paix. En envahissant Grenade, l'impérialisme dominant a administré la preuve de sa capacité à mener une agression de ce genre en évitant des contrecoups majeurs. Cette initiative, sans précédent depuis le débarquement des marines en République Dominicaine en 1965, n'est-elle pas significative de la restauration partielle de ses capacités d'intervention ? Il a même su s'assurer du consensus, au moins temporaire, de son opinion publique, à la différence de ce qui prévalait depuis la fin de la guerre du Vietnam. Enfin, au Liban comme à Grenade ou en Europe, l'équipe Reagan a forcé les bureaucrates du Kremlin à étaler leur impuissance fondée sur l'acceptation du partage du monde en sphères d'influence.

Mais les fauteurs de guerre sont loin d'avoir gagné la partie. Ils n'ont pas encore infligé aux peuples les défaites décisives qui leur permettraient d'inverser le rapport de forces à leur profit. L'émergence d'un mouvement pacifiste qui vient de faire descendre dans la rue plus de quatre millions d'Européens, la ténacité héroïque des peuples d'Amérique centrale, l'échec patent des dictatures du cône sud, les difficultés que rencontrent les Etats-Unis et leurs alliés pour stabiliser la situation au Proche-Orient en sont autant d'indices. Aux Etats-Unis mêmes, le succès intérieur remporté par Reagan après son expédition à Grenade peut s'avérer éphémère. Voleur de poules aux aguets, le président américain a su profiter des erreurs tragiques des révolutionnaires grenadiens pour faire main basse sur l'île au moindre coût. Il n'en sera pas de même au Nicaragua si les marines y débarquent, et rien n'indique que le fameux « syndrome vietnamien » — c'est-à-dire l'opposition massive du peuple américain à des aventures extérieures — ne resurgisse avec force dans de telles conditions. Un enlèvement au Nicaragua aurait des conséquences funestes pour les républicains, à moins d'un an des élections présidentielles.

### **La paix ne se gagne pas autour du tapis vert**

C'est dire l'importance aujourd'hui du combat anti-impérialiste, d'une solidarité de tous les instants avec les peuples combattant pour leur liberté, en premier lieu en Amérique centrale. Cela s'est fait en France, les 19 et 21 novembre, à l'occasion de journées d'action contre la politique de Reagan au sud du Rio Grande, journées qui ont rassemblé un large arc de forces ouvrières, démocratiques et humanitaires. Il faut continuer dans cette voie. Avec une détermination à la hauteur de l'engagement de notre pays dans la stratégie occidentale. Même avec des réserves (pour le PCF), nos gouvernants se trouvent en première ligne du soutien à l'effort de modernisation du potentiel militaire de l'OTAN. Même en continuant à invoquer le droit des peuples, ils sont aussi les seuls en Europe à avoir emboîté le pas à Reagan en créant une force d'action rapide qui comptera bientôt 47 000 hommes. Au Tchad et au Liban, ils sont encore, après Washington, les plus impliqués dans des opérations militaires de remise en ordre à l'extérieur de leurs frontières. Au Liban, le raid des Super-Etendard — suivant des opérations semblables des forces américaines et israéliennes — sur le quartier général des milices intégristes chiites de Baalbeck a montré où conduisait cette logique. Comment après cela s'étonner de la satisfaction affichée par Lawrence S. Eagleburger, sous-secrétaire au département d'Etat : « *Sur la plupart des sujets d'importance, les Etats-Unis et la France ont des intérêts et des objectifs similaires. Ce sur quoi nous différons parfois est du domaine de la tactique.* » (*Politique étrangère*, automne 1983.)

Les conférences autour d'un tapis vert ou les appels aux instances internationales viennent de montrer leur totale inutilité pour obliger l'impérialisme à désarmer. Seule l'action de masse peut le plus efficacement servir la cause de la paix et du socialisme, en créant un rapport de forces tel que les fauteurs de guerre abandonnent leurs sinistres projets.

27 novembre 1983

# L'école de la régulation ou les théoriciens du nouveau consensus social

Maxime DURAND

**D**ANS les commissions du Plan, au colloque des économistes de gauche, aux journées de politique industrielle, dans les sphères de la CFDT où s'élaborent les contre-propositions industrielles... un courant de pensée acquiert dans la pratique un apparente unité et accède au statut d'école.

Cette « école de la régulation » regroupe des économistes comme Aglietta, Bertrand, Billaudot, Boyer, Coriat, Lipietz, etc., et son influence croissante rend nécessaire de lui consacrer un article afin d'évaluer son apport, ses limites et de mettre en évidence ses contradictions. Il faut en particulier distinguer soigneusement l'analyse de la crise proposée par ce courant des conséquences tirées quant aux moyens d'en sortir (1).

## De la croissance d'après-guerre à la crise

Le point de départ de l'école n'est pas la crise mais ce qui l'a précédée, c'est-à-dire une phase d'expansion allant en gros de 1945 à 1970. L'idée générale est que le capitalisme a mis en place un *mode de régulation* l'empêchant de se détraquer périodiquement et de sombrer dans une crise analogue à celle des années trente.

On peut dire donc que le capitalisme a réussi en premier lieu à maintenir le taux de profit à un niveau satisfaisant en assurant une évolution favorable de ses composantes. Deux conditions ont dû être remplies : du côté du capital il y a une accumulation très forte, régulière et nettement plus rapide que les créations d'emplois. Le capital installé

pour un travailleur est en augmentation d'environ 5 % sur la période. Mais cet alourdissement de la mise capitaliste va se trouver compensée par une croissance équivalente de la productivité.

Du côté de la plus-value, les mêmes gains de productivité vont donner la possibilité d'une augmentation du pouvoir d'achat de telle sorte que le partage de la valeur ajoutée et donc le taux d'exploitation restent à des niveaux constants. L'avantage de cette hausse de pouvoir d'achat est qu'elle offre les débouchés nécessaires à une production en croissance rapide.

Ce schéma d'accumulation intensive qui assure une croissance parallèle du capital par tête, de la productivité et du pouvoir d'achat repose sur plusieurs piliers. La première nouveauté est que les travailleurs consomment pour une partie importante des produits industriels dont la valeur peut baisser avec les gains de productivité ; il y a donc transformation des normes de consommation d'un côté et simultanément bouleversement des conditions de production avec l'introduction du taylorisme et du travail à la chaîne.

Pour résumer, la combinaison gagnante est la suivante :

- On investit dans de nouvelles méthodes de production plus intensives et le capital par tête croît de 5 %.
- Grâce à ces investissements et à la production de masse, on peut augmenter la productivité de 5 % et donc produire plus.
- Grâce aux gains de productivité on peut se permettre une augmentation de 5 % du pouvoir d'achat qui va susciter les débouchés nécessaires à l'écoulement de la production.

**Bibliographie**

1. Aglietta - Régulation et crise du capitalisme - Ed. Côté - 1977.

2. Aglietta - Il est possible de lever les contraintes - interview dans « L'économie en question », n° 24, 1983.

3. Aglietta - Boyer - « L'ère industrielle : croissance et crise et dans le monde », journées de politique industrielle - la documentation française, 1982.

4. Billaudot - Boyer - Lipietz - Aglietta - « Recherches économiques et sociales », n° 12, octobre 1978. La documentation française.

5. Bertrand - Boyer - Galbert - Lipietz - « Marx et la crise : pour un débat sur les "mécanismes conjugués" », juin 1980.

6. Boyer - « Les salaires et la crise », n° 103, septembre 1977.

7. Boyer - « Les transformations du rapport salarial dans la crise », « Cahiers de l'économie politique », n° 13-14, Avril 1981.

8. Boyer - « La régulation de la croissance aux transformations du rapport salarial », « Contributions du colloque sur la politique économique de gauche », novembre 1982.

9. Coriat - Lipietz - « Sûreté-Désastre », n° 1, Juin 1983.

10. Coriat - « Travail et capital dans la crise », France 1980-1983, ou en français, « Les Temps modernes », n° 441, mai-juin 1983.

11. Coriat - Boyer - Billaudot - « Crises et Mécanismes », 1979.

1. Les appels de note entre crochets qui suivent dans le texte renvoient à la bibliographie.

2. Joan Robinson est une économiste britannique qui se situe dans la filiation keynésienne de gauche. Elle a contribué à la critique de la théorie économique néo-classique.

## Bibliographie

1. Aglietta. « Régulation et crise du capitalisme ». Ed. Calman-Lévy, 1976.
2. Aglietta. « Il est possible de lever les contraintes », interview dans « l'Economie en question », n° 24, 1983.
3. Aglietta - Boyer. « Une industrie compétitive en France et dans le monde ». Journées de politique industrielle. La Documentation française, 1982.
4. Bénassy - Boyer - Lipietz. « Approches de l'inflation : l'exemple français ». « Recherches économiques et sociales » n° 12, octobre 1978. La Documentation française.
5. Bertrand - Boyer - Guibert - Théret. « Marx et la crise ? Pour un débat entre "marxistes empiriques" ». Juin 1980.
6. Boyer. « Les salaires en longue période ». « Economie et statistiques » n° 103, septembre 1978.
7. Boyer. « Les transformations du rapport salarial dans la crise ». « Critiques de l'économie politique » n° 15-16. Avril 1981.
8. Boyer. « La politique de la gauche face aux transformations du rapport salarial ». Communication du colloque sur la politique économique de gauche. Novembre 1982.
9. Clerc - Lipietz - Satre-Buisson. « La Crise ». Syros, 1983.
10. Coriat. « Travail et capital dans la crise. France 1966-1982 : où en est-on ? » « Les Temps modernes » n° 441 bis, avril 1983.
11. Granou - Baron - Billaudot. « Croissance et crise ». Maspero, 1979.
12. Lorenzi - Pastre - Toledano. « La Crise du XX<sup>e</sup> siècle ». Economica, 1980.

La régulation, c'est alors l'ensemble « des rapports sociaux, des formes institutionnelles et des structures » qui assure la réalisation de cette combinaison. Il s'agit en l'occurrence d'une régulation monopoliste qui se caractérise par « une relative déconnexion du prix vis-à-vis des déséquilibres du marché » et suppose l'existence de « procédures sociales de validation et de production du revenu ». Cette régulation s'accompagne des formes concrètes suivantes :

- Concentration et centralisation du capital ;
- Extension des négociations collectives, du salaire indirect et de l'indexation sur les prix et la productivité ;
- Centralisation du système bancaire, généralisation de la monnaie de crédit et inflation rampante.

Ce schéma contient logiquement les éléments de réponse à la question : pourquoi la crise ? Celle-ci apparaît quand la régulation ne marche pas. Il y a donc deux ressorts essentiels à la crise :

- Première cause de fond : l'épuisement des gains de productivité.
- Seconde cause de fond : l'épuisement de la norme de consommation.

La première cause induit un baisse du taux de profit, la seconde une perte de dynamisme de la demande et notamment dans l'automobile (par saturation du marché qui se limite au renouvellement).

Ce que les économistes de l'école appellent la *crise du fordisme* peut s'exprimer de la façon condensée suivante : la productivité des ouvriers augmente moins vite qu'avant et, en plus, ils ont déjà une voiture.

A cela viennent s'ajouter les *faux frais de la régulation monopoliste* : étatisation et développement du travail improductif, qui traduisent et l'insatisfaction de la production privée des besoins sociaux (santé, logement, etc.) et l'effet en retour (pervers) des politiques de soutien budgétaires à la demande.

Avant d'aborder le fond de la critique, il faut se situer par rapport aux prétentions de l'école de la régulation à régénérer le marxisme.

## Contre l'« empirio-marxisme »

Implicitement ou explicitement [5] le projet des théoriciens de la régulation se construit par opposition à l'image d'un marxisme vulgaire, économiste, catastrophiste, dogmatique, incapable d'intégrer les

transformations concrètes du capitalisme.

Les marxistes révolutionnaires n'ont pas à se sentir visés par cette auto-délimitation : le marxisme a toujours été empirique en ce sens que les classiques du marxisme se sont toujours appuyés sur une masse de faits, de descriptions, d'enquêtes, de documents (le *Capital* en est l'exemple clair), mais aussi de critiques, de polémiques.

Notre courant n'a pas à nourrir de complexes : on pourrait multiplier les citations tendant à démontrer que nos analyses économiques, notamment celles d'Ernest Mandel, ont toujours su : a) intégrer l'étude des nouvelles formes du mode de production capitaliste ; b) insister sur l'impossibilité d'en contourner les contradictions.

Un exemple : « *Le cycle à long terme qui a commencé avec la Deuxième Guerre mondiale, et dans lequel nous sommes encore — disons le cycle 1940-1965 ou 1940-1970 — a au contraire été caractérisé par l'expansion, et du fait de cette expansion, la marge de négociation, de discussion entre la bourgeoisie et la classe ouvrière s'est trouvée élargie* (E. Mandel, *Initiation à la théorie économique marxiste*, cahiers du Centre d'études socialistes. Février 1964) ».

Cette volonté des économistes de la régulation de se démarquer d'une certaine tradition marxiste renvoie à la genèse intellectuelle de ce courant.

Pendant les années soixante, la combinaison de l'apparente prospérité du capitalisme et la dominance d'une version stalinienne du marxisme encourageait pour des raisons différentes à chercher de nouvelles grilles de lecture applicables au « néo-capitalisme ». Il fallait se dégager de la répétition de schémas simplistes tout en conservant une approche critique d'une réalité qui y échappait. Le débat des années cinquante sur la paupérisation est un bon indice de cette configuration idéologique. Celle-ci s'est dénouée autour de deux pôles que l'on pourrait identifier respectivement par Gorz — déplacement de la critique au niveau de l'aliénation — et symétriquement par Althusser — déplacement de la critique au niveau du concept — qui ont orienté la critique du capitalisme.

Mais la réalité de la crise restitue le jeu des contradictions capitalistes dans ses déterminations les plus classiques et suscite un retour à Marx et une convergence vers une approche marxiste de la crise. Pour l'école de la régulation (Aglietta, Bertrand, Bil-

laudot, Boyer, etc.) cette démarche s'accompagne d'une volonté insistante de se démarquer d'un marxisme assimilé à l'incapacité — sinon au refus — d'appréhender les formes *nouvelles* du capitalisme.

Il faut enfin tenir compte de l'insertion administrative du courant en question dans l'appareil d'Etat : il doit constamment justifier sa propre existence en apportant la preuve de sa capacité à produire des résultats concrets, d'où l'insistance particulière donnée à l'utilisation des statistiques.

Ceci donne lieu à des énoncés méthodologiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne représentent pas un progrès notable par rapport aux textes de Marx sur le sujet. Par exemple : « *Ce retour à la mesure, même difficile et toujours insatisfaisant compte-tenu de l'origine précise des statistiques utilisées, a pour effet d'introduire la possibilité d'un démenti du cadre théorique de départ, fut-il éminemment satisfaisant d'un strict point de vue logique [5].* » Ce grand écart entre les publications de l'INSEE et le monde de la logique théorique est une mécanique bien pauvre par rapport à la « dialectique de la pensée ».

Venons-en justement à un premier problème de « mesure » mal maîtrisé par l'école.

## Quand tout s'est-il déréglé ?

A cette question légitime, l'école ne fournit pas de réponse claire : « *Selon les grandeurs considérées, l'atténuation des mécanismes concurrentiels interviendrait soit en 1958, soit aux alentours de 1967 [4].* »

Boyer propose la périodisation suivante pour l'accumulation [8] :  
1937-1949 : extensive ;  
1949-1959 : intensive ;  
1959-1973 : intensive centrée sur la consommation de masse ;  
1973-1981 : crise.

Granou, Baron, Billaudot [11] datent de 1965-1966 le passage d'une phase « progressive » à une phase « régressive ». Lorenzi, Pastre, Tolodano [12] indiquent qu'à partir de 1962 « *l'accumulation se fait progressivement de moins en moins efficace* » et que le taux de plus-value baisse à partir de 1970.

Ce n'est pas un problème anodin. Si le retournement est daté à la fin du cycle d'expansion US, soit en 1966-1967 comme l'affirment Aglietta [1]

(« *l'année 1966 annonce le blocage de ce mode d'accumulation* ») ou Mandel par ailleurs, on s'aperçoit alors que l'« âge d'or » proprement dit a duré quinze ans (1950-1965) et sa crise au moins autant (1966-1983). Mais, dans ces conditions, l'école raisonne sur une période relativement courte, qui est loin derrière nous : ses membres ne seraient-ils pas des théoriciens de l'après-guerre ?

## Crise technique ou crise sociale ?

Si la racine de la crise est l'épuisement des gains de productivité combiné avec celui des normes de consommation, quelle est la racine de cette perte de productivité ? On pourrait penser que l'école se serait posé cette question clé : comment un tel mécanisme, si parfaitement huilé, a-t-il pu se gripper ? Les auteurs de ce courant ne se privent pas de dénoncer le caractère mécaniste ou techniciste des thèses de Mandel sur les ondes longues. Mais ils sont moins clairs quant à leur propre interprétation.

Cette question recoupe d'ailleurs celle du consensus social : il y aurait eu une sorte de contrat social tacite assurant le bon fonctionnement du fordisme : les syndicats auraient échangé tout droit de regard sur les conditions de travail contre le pouvoir d'achat. Boyer a particulièrement instrumentalisé cette version [8].

Autour de cette double question, l'école de la régulation est polarisée autour de deux tendances contradictoires :

● Il y a une version « techniciste » où les chutes de productivité et l'épuisement du progrès technologique renvoient à l'intervention d'une instance technique extérieure au système économique lui-même. C'est fondamentalement la thèse déjà présente chez Aglietta [1] : les conditions matérielles et techniques d'un néo-fordisme (marchandisation des services) seraient en retard sur la demande sociale. L'issue de la crise serait donc elle aussi technique et se situerait dans la généralisation de l'électronique.

● Il y a une version « ouvriériste » : la perte de productivité serait le fait d'une crise du travail, de la résistance ouvrière. Ainsi, Coriat : « *Si je propose de partir des comportements de lutte et de résistance (et non du mouvement du capital), c'est que, durant la période concernée (1966-1974), je*

*soutiens que l'initiative fut dans le camp ouvrier (...)* C'est le système de la production de masse qui est attaqué au niveau même du procès de travail qui lui servait de support essentiel [10, p. 203-204]. »

Au total, l'école de la régulation échoue là où on l'attendait : « *Les données dont on dispose aujourd'hui ne permettent pas de conclure définitivement à un rôle respectif des différents déterminants de l'évolution de la productivité en France, si tant est que, contrairement aux Etats-Unis, on puisse le faire (...)* Quoi qu'il en soit, un fait reste clairement établi : c'est l'épuisement des gains de productivité qui s'est produit dans ce pays à partir du début des années 1970 [12, p. 233-234]. »

Ce qui manque donc, c'est la compréhension globale des contradictions fondamentales du mode de production capitaliste : l'école de la régulation a tellement insisté sur la façon dont le capitalisme a pu mettre en œuvre des instruments de régulation qu'elle en a oublié que ces contradictions subsistaient. Elle a dialogué avec un marxisme dégénéré et simpliste cherchant à lire mécaniquement l'inéluctabilité de la crise. En montrant que les schémas de la reproduction de Marx peuvent rester équilibrés, elle a enfoncé des portes ouvertes, croyant faire œuvre nouvelle. Croyant réinventer Marx, elle a surtout recopié *l'Accumulation du capital* de Joan Robinson (2), qui contient déjà les équations de l'âge d'or. Les contradictions à l'œuvre dans le mode de production capitaliste ne sont pas supprimées par la régulation monopoliste.

## Où sont passées les contradictions du capitalisme ?

Rappelons la plus essentielle de ces contradictions : d'un côté, le capital « *doit baisser la valeur des unités marchandes à cause de l'extension permanente de la production marchande et de sa mécanisation progressive et, de ce fait, élargir continuellement la production et le débouché de masse de ces marchandises pour pouvoir se mettre en valeur. C'est de là que provient la stimulation pour de nouveaux besoins, même dans la masse des travailleurs.*

« *D'un autre côté, la production de plus-value, la réalisation du profit et l'accumulation du capital demeurent cependant le but final de la production*

menée selon un mode capitaliste d'où la contrainte de limiter le salaire et la tendance de ce salaire à demeurer toujours insuffisant pour satisfaire les nouveaux besoins de consommation créés par la production capitaliste de masse elle-même. » (Ernest Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, tome 2, p. 396.)

Cette contradiction, qui s'exprime notamment dans la concurrence, est inhérente au mode de production capitaliste ; cela ne signifie pas que la crise est permanente mais que, même pendant les phases d'expansion, ces contradictions continuent à jouer et à accumuler leurs effets. Il n'y a donc pas régulation, ce qui implique l'idée d'une élimination des contradictions, mais canalisation ou endiguement. Les théoriciens de la régulation ont d'ailleurs montré que les moyens mis en œuvre pour atteindre ce résultat — comme par exemple l'inflation de crédit ou du salaire indirect — se transforment au moment de la crise en verrous qui rendent plus difficile l'assainissement nécessaire (nécessaire du point de vue capitaliste).

Autrement dit, la phase d'expansion s'est constituée en accumulant les effets pervers du capitalisme qui se concentrent pour surgir au moment de la crise, comme un mur accumule la chaleur pour la restituer ensuite. La phase de récession sera d'autant plus longue et profonde que celle d'expansion avait été florissante ; la notion même de régulation suggère une interprétation contraire : avant, tout était bien réglé, cela aurait dû continuer. Et puis ça s'est déréglé pour des raisons fondamentalement externes aux mécanismes de l'économie capitaliste. C'est un peu comme si des médecins soutenaient que le corps du malade est sain pendant la période d'incubation.

Les théoriciens de l'école isolent l'objet de leur étude de la division internationale du travail. Au pire, la formation d'une économie mondiale n'est pas évoquée. Au mieux, l'insertion dans cette économie mondiale est signalée comme une tendance nouvelle coïncidant avec le début de la crise du mode d'accumulation intensive, soit en 1966-1967.

La crise du système monétaire international n'est pas intégrée comme expression du retournement de l'expansion.

Fondamentalement, la régulation est pensée dans un cadre national et le marché mondial ne serait que la juxtaposition d'économies régulées nationalement.

Il y a donc sous-estimation du caractère international de la crise et surestimation des possibilités à trouver de nouvelles régulations au niveau d'un pays.

## Vers une nouvelle régulation ?

Une remarque préalable doit être faite ici : même un travail scientifique marxiste peut être récupéré par la bourgeoisie. Ainsi, *l'Expansion* a largement cité Boyer et Lipietz dans son numéro spécial sur l'industrie ; *les Echos* ont donné un compte rendu louangeur du rapport Aglietta-Boyer [3] et *la Vie française* a proclamé haut et fort dans une série d'articles que la crise est une crise de surproduction.

Ce qui rend le marxisme révolutionnaire peu comestible par la bourgeoisie, c'est qu'il est orienté vers un objectif conscient, le renversement du capitalisme, et que cet objectif ne varie pas selon les phases du cycle industriel.

Et c'est bien le problème avec l'école de la régulation qui, pas plus que la régulation, n'a résisté à la crise, malgré son homogénéité de façade. Elle s'est fractionnée en plusieurs pôles dont le premier s'est constitué autour d'Aglietta et Boyer.

Dans son livre, Aglietta écrivait en 1976 à propos d'un éventuel néo-fordisme fondé sur l'automatisation : « *Que l'automatisation porte des virtualités à très long terme capables de faire disparaître le travail productif d'exécution, cela est possible, mais une chose est sûre. Ces virtualités n'auront aucune chance de se réaliser sans l'abolition des rapports de production capitalistes* [1, p. 102]. »

Cette perspective est abandonnée aujourd'hui. Si l'on se réfère à une récente interview, elle est remplacée par une autre, plus terre à terre : « (...) *Il y a là un pari stratégique fondamental qui ne peut pas être pris sans qu'existe un compromis social qui soit une invention par rapport à ce que l'on a fait jusqu'ici. C'est-à-dire que les salariés voient la défense de l'industrie comme un intérêt primordial dans le temps à venir* [2]. » On mesure le chemin parcouru de l'abolition du capitalisme à la défense de l'industrie.

Un des débouchés possibles de l'école de la régulation est assez simple à formuler : *reconstituer les conditions d'un nouvel âge d'or.*

Les ingrédients en sont connus :

● Consensus social qui repose sur l'échange salaires contre lois Auroux : « *Accepter certains sacrifices de salaires, une certaine mobilité des qualifications par rapport à des situations actuellement figées au profit d'un compromis sur la carrière ouvrière (...) sur la qualification (...) sur des conditions de travail plus favorables* [2]. »

● Normes de consommation : « *Maintenir une certaine progression de la consommation pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel* [3, p. 329]. »

● Néo-fordisme automatisé : « *L'intensification de l'usage des machines grâce à l'augmentation du nombre d'équipes peut appuyer les gains de temps permis par une meilleure qualité et par l'amélioration des conditions de travail* [3, p. 341]. »

● Electronique : comme base d'une nouvelle accumulation intensive, dans la mesure où elle permet « *à la fois de faire apparaître des gains de productivité et une norme de consommation renouvelée, et transformer une partie du travail improdactif en travail productif* [12, p. 365]. »

On voit que le courant de l'école qui se définit ainsi a choisi son camp : c'est celui de la bourgeoisie moderniste. Sa fonction est de baliser les consensus socio-économiques d'une nouvelle régulation adaptée à la phase de récession prolongée.

Un autre symbole : le 15 novembre 1982, aux journées de politique industrielle, Aglietta et Boyer présentaient leur rapport [3] dans un groupe de travail présidé par Bernard Hanon, P-DG de Renault. Le 10 janvier 1983, la direction de Renault lockoutait onze mille travailleurs. Les critiques du fordisme n'étaient pas à leurs côtés !

C'est à cette source que la CFDT puise son inspiration pour entraîner les travailleurs dans une impasse. Car ce montage est une impasse, pour deux raisons essentielles. La première est qu'elle n'apporte aucune solution au problème de l'emploi et ne peut que contribuer à aggraver le chômage. La seconde est qu'il s'agit d'un marché de dupes : la social-compétitivité n'existe pas dans la période de récession capitaliste. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un programme patronal classique d'intensification du travail, d'attaques

contre les salaires et de licenciements. Du point de vue capitaliste, c'est le patron de Talbot qui a raison : c'est en « dégraissant » les effectifs qu'il rétablira son profit, pas en appliquant avec zèle les lois Auroux.

## Vive la social-démocratie (en attendant le communisme) ?

C'est la deuxième version, dont Lipietz est assez représentatif [9]. On retrouve ici les contradictions soulignées plus haut quant à la nature de la crise du fordisme. L'idée de fond de ce second courant est la suivante, et elle est juste :

*« Les relations de travail qui correspondraient à ces nouvelles technologies ne sont pas encore inventées (...) La sortie de crise ne peut être technologique, car la crise n'est pas d'ordre technologique [9]. »*

Ce courant insiste sur « l'inversion de sens » que sous-tend la recherche d'une nouvelle régulation. Billaudot a raison de se demander s'il va falloir « imposer la consommation des nouveaux objets [à base d'électronique] que l'industrie va pouvoir produire en grande série, travailler pour pouvoir les acheter ? ». Mais cette perception juste des blocages capitalistes débouche-t-elle sur une alternative ? Lipietz and co rappellent les grandes lignes d'un programme de type CERES (maintien du pouvoir d'achat, réduction de la durée du travail, une certaine dose de protectionnisme) pour dire qu'il « n'offrirait au mieux qu'un répit » [9, p. 138]. Et c'est juste.

Vient ensuite l'esquisse d'un communisme utopique fondé sur trois préceptes : « 1. Diminuer la part du travail contraint, aliéné (...) 2. Enrichir le travail contraint, démocratiser la "grande production" (sic !). 3. Promouvoir le temps libre » (p. 141).

*« Vaste programme ? Utopie tout cela ? Bien sûr (...) Il est vain de s'acharner à retaper ce qui ne marche plus. Il est dangereux de vouloir tout démolir en espérant qu'un nouvel ordre jaillira des décombres. »*

Enfin, dernière citation, qui vaut son pesant de cacahuètes : « Attention ! Ces axes heurtent déjà de très puissants intérêts. Pas seulement les profits des firmes multinationales, les gros vilains bien connus. Mais surtout les habitudes autoritaires, les schémas de pensée de la technostructure et même les habitudes de consommation de chacun d'entre nous et jusqu'à notre

*chère paresse qui, en politique, s'appelle "délégation de pouvoirs". Ces axes de transformation, ce sont d'abord des axes de lutte, contre nous-mêmes, contre le capital, contre la hiérarchie et la technostructure (p. 151-152). »*

On voit donc que cette branche de l'école de la régulation propose une sorte de resucée de socialisme utopique : la transformation sociale n'est plus alors qu'un simple problème d'accumulation de prises de conscience individuelles.

## Réformisme ou révolution ?

Dans le champ de la théorie économique, les apports de l'école de la régulation ne sauraient être niés. Le ton critique de cet article ne doit pas conduire à jeter le bébé avec l'eau du bain. L'école de la régulation apporte informations, schémas conceptualisés et mises en perspective d'un intérêt évident. Plus particulièrement, la façon dont elle lie les contraintes globales de l'économie et les processus concrets de travail apporte une dimension que notre courant a sans doute eu tendance à sous-estimer.

Mais il est tout aussi nécessaire d'insister sur les contradictions internes de l'école, qui ont conduit en pratique à son éclatement entre une branche rocardienne prônant ouvertement la collaboration de classes et une branche conservant un projet plus radical. A partir de la constatation que le capitalisme est aujourd'hui en crise après avoir connu une longue phase d'expansion, on peut en effet tenir plusieurs discours :

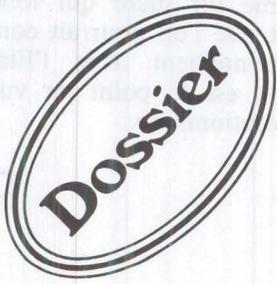
- Recréons un environnement social et institutionnel permettant au capitalisme de recommencer à bien fonctionner, comme il a montré qu'il savait le faire. C'est le fond des analyses de la CFDT et même d'une certaine manière du PCF avec ses « nouveaux critères de gestion ».

- Ne nous acharnons pas à retaper ce qui ne marche plus. Gardons-nous de vouloir tout démolir. Avançons doucement vers le communisme. C'est l'analyse d'un certain nombre de courants politiquement centristes qui cherchent à se démarquer du PC et du PC.

- Cessons de faire croire que le capitalisme peut concilier ses exigences de rentabilité et de compétitivité avec l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Cessons d'imaginer que l'on pourra diluer le

capitalisme dans l'expérimentation sociale, comme un sucre qui fond dans l'eau, et que l'on pourrait contourner l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Tel est le point de vue marxiste révolutionnaire.





## Centres de tri : bilan et enseignements d'une grève

**L**a grève des centres de tri qui a eu lieu en septembre-octobre est la plus importante qu'ait connue les PTT depuis 1974. Par son caractère national et sa durée (quatre à cinq semaines selon les centres), elle est une des luttes les plus marquantes (avec la lutte sur les trente-neuf heures, la grève dans l'automobile...) qui ait eu lieu depuis le 10 mai 1981.

Le nombre significatif de militants et militantes de la LCR dans les centres de tri et la place qu'ils ont occupée parmi les militants combattifs qui ont dirigé la lutte permet aujourd'hui de pouvoir faire une analyse détaillée du mouvement, un bilan de l'impact parmi le personnel des interventions et des propositions concrètes que nous avons pu faire pendant la grève. Ce dossier est composé de larges extraits du bilan qui a été tiré par les camarades investis dans la lutte.

### Le détonateur

L'augmentation du trafic postal (près de 3 % par an) ne permet pas à la Poste de continuer à écouler le courrier dans des conditions normales. Une des solutions aurait évidemment été une augmentation des effectifs équivalente à celle du trafic. Austérité oblige, aucune augmentation des effectifs n'est autorisée aux budgets 1983 et 1984 !

Des avancées technologiques allaient donner aux PTT les moyens d'essayer de résoudre le problème. L'indexation du courrier (les petites barres oranges que vous pouvez voir au bas de vos lettres) en est l'élément essentiel. Les lettres sont indexées dès le bureau de départ, ce qui permet à toutes les étapes du tri (les divers aiguillages) d'être automatisées. Seul le facteur remettant la main à la pâte au moment de la distribution.

Pour rentabiliser les machines, il faut cependant transférer une partie du trafic de nuit en jour. Il faut savoir que la très grosse majorité du courrier étant postée le soir, le seul moyen d'opérer ce transfert est de rompre avec le J + 1 (délai qui permet à une lettre postée la veille d'arriver le matin chez vous) en augmentant sensiblement le courrier à « petite vitesse ». Pour ce faire, après avoir imposé aux administrations l'envoi du courrier en vitesse lente, le ministère a augmenté l'écart tarifaire entre la petite et

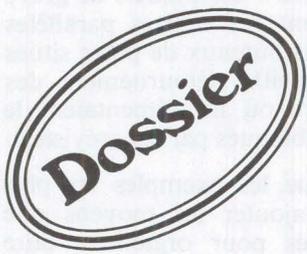
la grande vitesse (de vingt à quarante centimes). Les conséquences sont les suivantes :

- Pour les usagers, si l'on laisse tomber le courrier « personnel » (qui représente aujourd'hui moins de 30 % du total), cela représente une dégradation réelle du service public. Les relevés de banque, etc., arriveront en retard. Le courrier interentreprises, vital pour le capitalisme, restera bien entendu en vitesse rapide.

- Mais c'est surtout pour le personnel que les conséquences sont importantes. En effet, le passage d'une fraction importante du trafic de nuit en jour et l'utilisation intensive des machines allaient permettre aux PTT de diminuer massivement le travail de nuit et du week-end, travail dont les postiers ont obtenu, suite aux grèves de 1968 et 1974, qu'il soit indemnisé substantiellement (en indemnités et surtout en temps libre, les repos compensateurs, cumulables sur l'année, qui permettent à des postiers de retourner souvent voir leur famille). C'est l'attaque contre ces acquis, très vivement ressentie, qui a été le détonateur de la grève.

Les centres de tri sont l'un des secteurs les plus combattifs des PTT, qui n'est pourtant pas la plus « molle » des branches. De plus, c'est l'un des secteurs les plus « concentrés » des PTT, où les centres de mille agents et plus ne sont pas rares. Si l'on y ajoute que l'extrême gauche, et plus largement les militants combattifs, y sont particulièrement présents, on comprend que la tâche du ministère n'allait pas être facile.

Plus conjoncturellement, les centres de tri sortaient d'une série de grèves dures durant tout le printemps 1983. Une cinquantaine de centres de tri avaient connu des mouvements de grève, les uns après les autres, sans aucune information ni proposition de centralisation de la part des fédérations syndicales. Ces luttes, sur les problèmes d'effectifs, s'étaient terminées avec des résultats différenciés. Certains centres sont entrés « usés » dans la grève du troisième trimestre, ce qui est une des raisons des différenciations que nous noterons. Par contre, cette série de grèves avait permis une maturation importante chez les travailleurs, et surtout dans les équipes syndicales. Cette maturation portait sur l'idée qu'il n'était plus possible de se battre centre par centre et donc qu'une lutte globale contre le plan Daucet était nécessaire. En même temps, beaucoup d'illusions



avaient été perdues sur la politique du ministère et sur la réponse qu'apporteraient les fédérations syndicales (en particulier la CFDT).

## Forces et faiblesses du mouvement

Il nous semble important d'essayer de comprendre les spécificités du mouvement des centres de tri car,

### Chronologie de la grève :

- Le 14 septembre, la grève démarre au PLM (plus gros centre de tri de France, 2 500 travailleurs, d'où était partie la grève de 1974...).
- Le 15 et le 16, la grève démarre dans les autres centres de tri de Paris.
- Le 16 après-midi, manifestation des travailleurs du PLM, soutenue timidement par la CFDT qui négocie en même temps avec la DSA (Direction des centres de tri à Paris).
- Le 16 au soir (ce ne sera vraiment connu que le lundi, c'est-à-dire le 19) la DSA cède sur une série de points non négligeables. La grève sur Paris, par le blocage du courrier qu'elle aurait entraînée, et surtout par son impact symbolique sur la France entière, était un trop gros morceau pour l'administration qui tenta ainsi, avec quelque réussite, de désamorcer le conflit.
- Le 19 et le 20, la grève démarre à Créteil et dans une série de villes de province (Marseille et Nice en particulier).
- Le 20 au matin, la grève s'arrête au PLM. Sur Paris, la plupart des centres rentreront autour de la même date, Montparnasse et en partie Brune (par grève d'une demi vacacion seulement) étant les exceptions les plus notables.
- Le 20 se réunit à Créteil la coordination des sections CFDT des centres de tri.
- Le 22, la coordination appelle à la grève reconductible dans tous les centres représentés à Créteil.
- Le 22 et le 23, mais surtout à partir du lundi 26, la grève s'étend à toute la France, le mouvement en est à son point le plus fort.
- Du 26 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, semaine d'action CGT-PTT, avec « temps fort » pour les tris le mardi 27. Les travailleurs ne verrons pas la différence entre le temps fort et le temps faible !
- Le 28, le ministère convoque les fédérations, le

sans généraliser à outrance, il présente des caractéristiques que nous avons déjà vues lors d'autres grèves ces deux dernières années (aux PTT au moins, et probablement ailleurs). Sa connaissance peut donc être utile pour des conflits à venir.

Cette grève a été, pour les centres de tri, la plus importante que nous ayons connue depuis 1974. Que ce soit par le caractère national, par le nombre de centres touchés simultanément, ou par la durée du conflit. Elle a duré plus d'un mois, certains centres ayant fait jusqu'à trois semaines de grève.

Quelques repères pour les lecteurs et lectrices non postiers : Un centre de tri fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par brigade (environ cinq brigades). La grève est votée par brigade. La réforme du droit de grève dans la fonction publique autorise, depuis 1982, les grèves d'une heure ou d'une demi-vacation, ce qui n'était pas le cas auparavant (il y avait grève de vingt-quatre heures ou rien). Tout cela explique que si tous les centres ont été touchés par le mouvement, celui-ci pouvait être d'un niveau très différencié. Quand nous parlons d'une grève de trois semaines pour certains centres, il s'agit de trois semaines de grève reconductible.

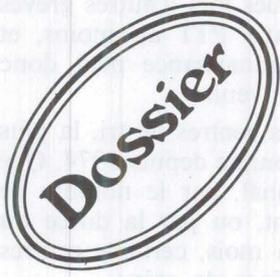
En plus de la durée et de l'ampleur de la grève, il est important d'insister sur la volonté de combat des travailleurs qui s'est exprimée de multiples façons,

*mouvement est à son apogée, la presse commence à s'emparer réellement de l'affaire.*

- Le 28, toujours les AG de grévistes, à l'initiative de militants combatifs, se rendent en manif (quelques centaines) au ministère, qu'ils envahissent...
- Le 28 encore, le ministère ne lâche presque rien, et les fédérations non seulement n'appellent à rien du tout, mais refusent même de rendre compte devant les grévistes. Elles s'éclipsent par les sous-sols pour ne pas les rencontrer. Des responsables syndicaux de centres en grève appellent alors à une coordination des centres en grève pour le 29 au matin.
- Le 29, la coordination des centres de tri se réunit. Rien de décisif n'en sortira. Elle se reverra le lundi 3 octobre, sans plus de résultats.
- A partir du 29 septembre, mais surtout du lundi 3 octobre, la grève change de nature. Les grévistes sentent qu'ils n'obtiendront rien « d'en haut ». Ils se battent localement pour obtenir le plus possible des directions régionales et départementales.

*La direction adopte une attitude différenciée, elle cède dans les centres névralgiques les plus touchés, comme Marseille, puis Lille, Rennes, etc. En même temps elle durcit son attitude à deux points de vue : elle envoie les flics à Nice puis Montpellier. Elle met en place sous la pression de plus en plus forte du patronat (CNPF et SNPMI) des centres de tri parallèles.*

- La situation dans les centres dépend alors de l'attitude de la direction. La reprise s'amorce dans une série de centres, alors que la grève se durcit dans d'autres (en particulier contre les centres de tri parallèles ou contre les menaces du patronat local).*
- A partir du 10 octobre, la grève va décroître lentement avec les mêmes caractéristiques. Les éléments nouveaux seront les hausses de ton de Gattaz, et l'impression de désarroi total de Mexandeau !



l'insolence et l'ingéniosité ouvrière ayant là un large champ d'application.

- Dans plusieurs endroits, en plus de la grève de vingt-quatre heures reconductible, a été votée et appliquée l'occupation des locaux (Nice, Créteil, Marseille, Lille, etc.).
- Quand il n'y avait pas d'occupation, une forme plus limitée de « blocage » était adoptée : fermeture des grilles (les travailleurs interdisant aux camions d'entrer, et surtout de sortir).
- Devant les menaces d'intervention du patronat local (chambres de commerce ou SNPMI) contre les grévistes, l'occupation était défendue, dans certains cas, par un piquet de grève, prêt à toute éventualité...
- Dès les premiers coups de gueule des chambres de commerce, l'administration avait mis en place systématiquement des centres de tri parallèles, pour la première fois, avec du personnel « jaune » des PTT (ce que la droite faisait plus discrètement). Face à cela, les grévistes sont intervenus à plusieurs reprises :

constitution de « détachements » des piquets de grève placés en permanence devant ces centres parallèles (Bobigny) ; mise en grève des bureaux de poste situés dans la même localité (Créteil) ; détournement des camions, ramenés au centre où ils alimentaient le « trésor de guerre » (les sacs bloqués par les grévistes).

Nous ne prenons là que les exemples les plus significatifs. Il faudrait y ajouter les moyens que chaque centre avait trouvés pour organiser, faire durer ou développer la grève...

Mais en même temps qu'existait cette réelle combativité, certaines limites du mouvement apparaissaient, concernant sa généralisation et sa centralisation, limites que nous devons essayer de comprendre. Cette grève peut être caractérisée comme défensive. Non parce qu'elle serait le résultat d'une défense des travailleurs devant une attaque de l'administration : l'essentiel des grèves que connaît le mouvement ouvrier sont le résultat d'attaques et revêtent donc, à l'origine, un caractère défensif. Si nous employons le terme de grève défensive, c'est qu'elle est restée sur le terrain de la défense des acquis.

1. Sur la question des revendications, question clé pour poser le problème de l'extension, la grève est essentiellement restée sur des revendications liées aux centres de tri. Les deux revendications permettant de faire le lien avec d'autres secteurs de la Poste (trente-cinq heures, avec la question des effectifs, prime de sujétion posant le problème du pouvoir d'achat) étaient bien acceptées par les grévistes, mais ils ne s'en emparaient pas. D'autant que les autres secteurs de la Poste ne portaient pas sur des revendications similaires. C'est là une différence essentielle avec la grève de 1974 : le blocage des fédérations, les problèmes posés par la crise, l'absence d'alternative tangible à la politique gouvernementale ont rendu difficile l'émergence de mots d'ordre permettant de cen-

## Les fédérations syndicales et le conflit

**FO** : faiblement implantée dans les centres de tri : A condamné le plan Daucet et a même dès le départ appelé à une grève nationale des centres. Par contre, l'absence d'une plateforme revendicative et de propositions concrètes pendant la lutte, a rendu cet appel très ambigu aux yeux du personnel. Cela d'autant plus que son attitude de collaboration ouverte avec le ministère du temps de Giscard l'a discréditée pour longtemps parmi les militants combattifs des PTT

**CGT** : majoritaire dans les centres de tri. A eu une position d'apparence contradictoire typique de la politique confédérale. D'un côté, une condamnation ferme du plan Daucet au nom de la défense du service public. D'un autre, la minimisation des revendications et l'opposition ferme à toute généralisation et extension du conflit, au nom de la solidarité avec le gouvernement de gauche. Cette politique l'a amenée à dénoncer publiquement tout durcissement du conflit (grève reconductible, piquet de grève, manifestation au ministère). Elle a été perçue comme la fédération qui voulait le plus casser la grève.

**CFDT** : a accepté sur le fond le plan Daucet au nom de la nécessité de la modernisation de la Poste et de la solidarité. Elle s'appuyait sur les conditions de travail pénibles des petits bureaux de poste — ce qui est vrai — pour en faire sa priorité sans chercher à mobiliser, et condamnait la grève des centres de tri comme « archaïque » et « corporatiste ». Sous la pression du mouvement, elle a infléchi sa position : elle a reconnu qu'il avait des problèmes dans les centres de tri et a prôné des négociations décentralisées en prétextant que le plan était bon mais que les directions locales faisaient de la provocation. Cela permettait de dédouaner le ministère et d'enterrer le mouvement. Elle n'a jamais mis en avant ses propres revendications adoptées en congrès sur la diminution du temps de travail et les créations d'emploi, à tel point que c'est la coordination des vingt sections CFDT qui, dans son appel à la grève, a repris intégralement la plateforme revendicative fédérale pour les centres de tri !

A noter que pour la première fois dans une lutte importante aux PTT, aucun tract d'aucune fédération n'a été distribué sur le conflit !

Cellules centres de tri

**Les patrons gesticulent  
les postiers renforcent la grève**

**MEXANDEAU DOIT CEDER AUX  
POSTIERS.... PAS AUX PATRONS**

**Grèves aux centres de tri:**

**Face à la restructuration,  
il faut une riposte  
immédiate et nationale  
de tous les centres**

**VOTER LE BUDGET  
C'EST VOTER LE PLAN DAUCET**

Dans la deuxième quinzaine de novembre, le parlement va discuter et adopter le budget 84 des PTT.

Un Budget dans la logique

En-têtes de quelques tracts de la LCR avant et pendant le conflit.

traliser et d'étendre la grève à l'ensemble de l'entreprise.

2. Là où ce fut le plus significatif, c'est sur la question des réponses centrales, en particulier dans la rue. Dans la région parisienne par exemple, le décalage est énorme entre le nombre de grévistes (près de dix mille en tout) et la participation aux deux seules manifestations qu'a connues le mouvement (autour de trois cents à chacune). Les grévistes avaient bien conscience, dans la première partie du mouvement et au moins jusqu'au 28 septembre, que tout se jouait au ministère et que l'on ne pouvait pas gagner localement contre le plan Daucet. Par contre, alors qu'ils avaient, malgré les fédérations, engagé une grève extrêmement massive (à plus de 80 % dans la plupart des cas), ils n'étaient pas prêts à descendre massivement dans la rue sans ces mêmes fédérations et contre leurs consignes. Pour l'essentiel, les deux manifestations parisiennes furent prises en charge par un petit nombre de sections syndicales.

Cependant, malgré ces limites, la force et la durée du mouvement ont été appuyées et stimulées par la coordination de vingt sections CFDT des centres en lutte qui s'est réunie le 20 septembre. Cette coordination a été un outil très important pour la lutte :

— Par le poids des centres de tri représentés, tous les gros centres de Paris et banlieue, et la plupart des centres importants de province (Lyon, Lille, Marseille, etc.).

— Par sa représentativité syndicale : les représentants étaient mandatés, la réunion s'est tenue « sur le temps de travail » avec des détachements syndicaux

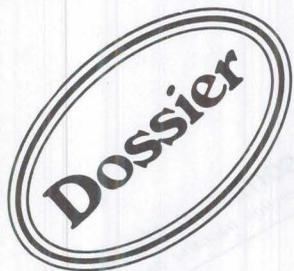
de sections, de même que les voyages qui étaient pris en charge par les sections.

— Par l'élargissement politique qu'elle a marqué, des courants anarchistes à des camarades travaillant avec la Gauche alternative, plus de nombreux syndicalistes favorables à la lutte.

Mais ce qu'il y a de plus important dans la tenue de cette réunion, c'est qu'elle a appelé à l'action. Ce n'est pas seulement important « en soi », même si cela a facilité l'extension de la grève et surtout permis aux centres de tri de se coordonner téléphoniquement pendant toute la grève, mais parce que cela a permis à toutes les sections présentes de faire état publiquement de l'existence de la coordination. Cela a assis ainsi l'opposition interne à la CFDT chez les grévistes, et a surtout permis d'indiquer, en filigrane, la possibilité d'une alternative syndicale aux fédérations et ce pas seulement chez les militants syndicaux, mais à un niveau de masse.

## Comment interpellier les fédérations syndicales ?

Vieux problème ! D'autant plus compliqué dans une situation — et c'est le cas dans les centres de tri — où nous sommes partie prenante des directions des sections syndicales, et où nous sommes perçus par les travailleurs comme, aussi, des dirigeants du milieu. Comment avons-nous posé ce problème tout au long de la grève ?



1. Avant la grève (*grosso modo* le deuxième trimestre), quand le plan a commencé à être connu, nous avons appelé, dans nos tracts, dans les motions syndicales que nous avons soutenues, les fédérations à engager la lutte contre le plan Daucet, à prendre leurs responsabilités. Ce qui était évidemment juste et indispensable : les syndiqués et la masse des travailleurs, pensant qu'il fallait agir, attendaient que les syndicats fassent leur boulot ! Nous avons cependant précisé à l'époque, qu'en cas de refus des fédérations de coordonner les sections des centres de tri pour préparer une lutte nationale, il fallait que les sections en accord sur la nécessité d'une coordination se préparent à prendre toutes leurs responsabilités. Le nombre d'appels de sections CFDT (Melun, Angers, Caen, Toulouse...), dépassant largement le cadre des sections oppositionnelles de longue date à la fédération, montrait que le besoin de centralisation était largement ressenti. Tout cela a conditionné la possibilité de la tenue de la coordination et a préparé les équipes militantes au mouvement qui allait venir.

2. Durant la partie ascendante de la grève (du démarrage de la grève au PLM jusqu'à la réunion des fédérations au ministère le 28 septembre), nous avons maintenu l'appel aux fédérations, mais en le relativisant largement comme axe d'intervention. Il était en effet nécessaire de « taper sur un autre clou », celui de la grève, de l'extension du mouvement. D'abord, parce que c'était possible — la preuve, cela s'est fait ! — mais surtout, parce que le pire de tout à l'époque eut été des appels incantatoires ne posant pas le vrai problème de l'heure : la grève, réalisable et réalisée malgré l'absence d'un appel à l'action et les tentatives de cassage des grèves par les fédérations.

Cela était encore accentué par la position de nombreux camarades : être responsables syndicaux leur interdisait toute attitude qui aurait pu être comprise comme temporisatrice par les travailleurs.

3. A partir du 28 septembre s'effectua un tournant de la grève. Nous étions à un point culminant du mouvement national. Les fédérations étaient, sur la base de la réalité de la grève, reçues au ministère qui ne lâchait rien de significatif.

Pour la plupart des grévistes, le fait que les fédérations soient reçues par le ministre changeait la situation. Le ministre comme les fédérations recon-

naissaient que le mouvement était national et que la situation ne pouvait se débloquer qu'au ministère, et cela sous la pression de la grève.

Le ministre ne cédant rien, il restait deux solutions. Ou bien les fédérations faisaient un minimum de mobilisation pour obtenir un déblocage (ce qui semblait « naturel », vu qu'en allant au ministère, elles semblaient prendre leurs responsabilités), ou bien, elles ne faisaient rien, et alors, pour la masse des travailleurs, il y avait trahison.

Il était juste alors de pointer les responsabilités, de ne plus se contenter d'une « gestion » de la grève, mais d'indiquer ce qui permettrait à celle-ci de faire un saut qualitatif, saut vécu par les travailleurs comme indispensable pour gagner sur les revendications. C'est pourquoi nous avons avancé comme axe central la nécessité que les fédérations engagent l'action de toute la Poste contre le plan Daucet (action que les prémices du mouvement aux Chèques, et le mécontentement à la Poste rendait crédible), en appelant dès maintenant à la grève générale des centres de tri (les deux temps, poste et tri, étaient indiqués pour éviter une dérobade des fédérations sur le thème : la poste n'est pas prête, donc on ne fait rien !).

Cependant, en plus de l'appel aux fédérations, nous avons indiqué l'autre solution au problème de direction de la grève : l'auto-organisation, la coordination région parisienne des centres de tri en grève. Cela était important pour offrir une démarche aux travailleurs qui ont vite vu que les fédérations ne faisaient rien.

4. Dernier temps, la fin de la grève. Une série de villes étaient rentrées sur une satisfaction partielle des revendications, des centres en banlieue parisienne et dans d'autres villes de province continuaient le grève, mais sur un terrain différent : celui de l'obtention dans ces centres des acquis obtenus ailleurs. Nous avons eu alors deux démarches : contre le plan Daucet, il faut une mobilisation de toute la Poste, tous secteurs confondus. Mais la tâche minimale que devrait prendre en charge les fédérations c'est aussi la lutte pour l'extension des acquis partiels. Cela correspondait pour nous à une nécessité vitale que la grève ne s'épuise pas dans la moitié des centres de tri sans obtenir quoi que ce soit.

## Le début d'une coordination des centres de tri en grève

C'est là un problème décisif. Pour des raisons d'ordre général tout d'abord. La réalisation de formes d'auto-organisation étant indispensables pour unifier la classe ouvrière pendant la lutte grâce à la démocratie ouvrière.

Mais la réalité de la lutte accentue encore l'importance du problème. Le lâchage des fédérations rendait indispensable objectivement des structures d'auto-organisation nécessaires même aux tâches les plus évidentes pour la grève : les manifestations centrales par exemple.

La question ne se posait pas en terme de « débordement » d'initiatives appelées par les directions du mouvement ouvrier. Il n'y avait rien à déborder, ces

directions ne prenant aucune initiative ! Et, sans vouloir tirer de plans sur la comète, il est assez probable que cela se reproduira, non seulement aux PTT, mais aussi dans d'autres secteurs, vu l'attitude des confédérations face à un gouvernement « de gauche ».

Rappelons d'abord notre démarche générale : des comités de grève élus démocratiquement — la condition indispensable étant que la présentation de ces comités ne soit pas un prétexte pour tel ou tel de diviser, s'il en a les moyens. Nous devons proposer d'élire un comité de grève, même si un syndicat s'y oppose, quand la grosse majorité des grévistes en ressent la nécessité.

A partir du 28 septembre, date de la manifestation au ministère, au moment même où les fédérations étaient reçues (manifestation appelée par des AG de grévistes se coordonnant téléphoniquement : un tout petit début d'auto-organisation), nous avons mis l'accent, publiquement, sur la nécessité de faire un pas de plus : la coordination des centres en grève.

Nous craignons, certes, et cela s'est réalisé, que le mouvement ait atteint son apogée, et que les grévistes se retournent vers des revendications locales. Mais il était juste de montrer la voie d'une direction possible de la grève : la coordination des centres de tri en grève.

Sa réalité fut celle du mouvement : quelques délégués élus en AG, et pas mal de militants de sections syndicales (surtout CFDT), plus des militants isolés cherchant une solution.

Une des difficultés que nous avons rencontrée fut notre isolement, y compris au sein de l'extrême gauche. Le PCI avait déjà abandonné toute présence active dans la grève. LO y était, mais faisant l'analyse que l'absence de comités de grève élus ne permettait pas d'aller plus loin, elle s'est abstenue sur toutes les propositions que nous faisons pour développer le mouvement : bulletin quotidien sur la grève, nouvelle manifestation pour centraliser le mouvement, unifier la grève, etc.

Si la coordination n'a pas eu de résultats concrets, si ce n'est, et c'est important, l'aspect « exemplaire » qui pourra être utilisé pour tirer le bilan avec les militants les plus avancés, ce n'est pas parce qu'elle n'avait pas eu la forme « pure » d'un comité central de grève mais parce que la grève était à un tournant et allait vers une « descente » lente (quinze jours, malgré tout), les grévistes se battant alors localement. Si le mouvement avait été ascendant, l'outil que représentait la coordination des centres en grève aurait été indispensable, quelles que soient les limites de sa « forme ».

Il est bien évident que ce que nous avons expliqué sur les caractéristiques du mouvement a eu des conséquences importantes : une très grande difficulté à mettre en place des structures d'auto-organisation, la difficulté par exemple de tenir des AG de tous les grévistes sur un même centre hypothéquait lourdement la possibilité de mettre en place de réels comités de grève. *A fortiori* au niveau national ou même en région parisienne. Il faut aussi rappeler que nous n'avons pas eu affaire à un raz de marée qu'il aurait suffi ensuite de structurer ; la simple bataille pour qu'il y ait grève dans les brigades mobilisait

l'essentiel de l'énergie des militants les plus avancés qui auraient pu être les moteurs de structures d'auto-organisation. Il est bien évidemment difficile, quand vous ne savez même pas si les grévistes vont continuer la grève le lendemain, de faire élire un comité de grève ! C'est la « mésaventure » qui est arrivé à LO à Montparnasse : les camarades ont fait « élire » un comité de grève dans une brigade qui décidait au même moment de reprendre le travail !

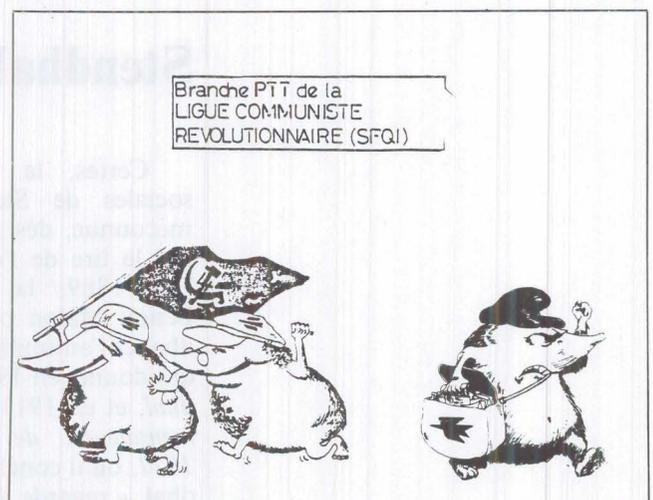
Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette grève.

En premier lieu, une combativité importante existe toujours aux PTT. La lutte des centres de tri, pendant plus de quatre semaines et malgré les obstacles rencontrés, le démontre amplement.

Il existe des moyens d'agir, malgré la trahison des fédérations syndicales et la politique patronale d'un gouvernement soutenu par le PS et le PC. Ces moyens ont été testés dans la lutte des centres de tri. Ce sont, d'une part, l'appel aux fédérations syndicales pour qu'elles s'engagent à soutenir la lutte, d'autre part, les pas réalisés concrètement dans la voie de l'auto-organisation des grévistes. La combinaison des deux permet de limiter les effets de la division et d'avancer vers la création d'un cadre unitaire et démocratique de mobilisation et de centralisation de la lutte.

Les conditions ont été créées d'un élargissement et d'un approfondissement de l'opposition syndicale aux fédérations qui se font, auprès des travailleurs, les relais de la politique gouvernementale. Cette dernière expérience a été vécue de façon particulièrement aigue par les travailleurs des tris. Ils ont fait face à la politique gouvernementale telle qu'elle s'appliquait dans leur secteur, et ont rencontré sur leur route les appareils fédéraux. De nombreux travailleurs des tris sont conscients qu'il faut chercher autre chose que le PC et le PS, et cela crée une situation plus favorable à la diffusion des idées révolutionnaires.

Enfin, cette lutte confirme une fois de plus que l'influence des révolutionnaires se gagne dans l'activité quotidienne, dans les syndicats, dans les luttes, par leur capacité à devenir les porte-parole parmi les plus actifs et les plus déterminés de leurs camarades. Il leur reste maintenant à agir pour démontrer qu'une autre politique du mouvement ouvrier est possible — anticapitaliste et non de collaboration de classes — et à faire des propositions en ce sens.



# Stendhal et Kafka

Michel LEQUENNE

**L**E hasard des anniversaires rapproche cette année Stendhal de Kafka (bi-centenaire et centenaire de leur naissance). A première vue, rien de commun entre ces deux écrivains. On pourrait même dire que leurs positions dans les lettres sont aux antipodes l'une de l'autre, Stendhal tendant à introduire la plus extrême lucidité rationnelle jusque dans l'analyse des passions, Kafka cherchant et trouvant pour traduire l'irrationnel un travestissement minutieux de miniaturiste hyperréaliste et parvenant ainsi à dresser devant nous, en voyant ultralucide, l'image effrayante des mécanismes de notre inhumaine humanité contemporaine. C'est peut-être en tout cas cette totalisation atteinte par des voies diamétralement opposées qui les fait l'un et l'autre nos contemporains et qui justifie d'accepter la célébration conjuguée que propose le hasard de la chronologie, ce qui pourrait sembler ne pas aller de soi à considérer comment les deux œuvres ont été accueillies par la critique du mouvement ouvrier, en particulier par la critique « marxiste ».

## Stendhal

Certes, la hardiesse des idées sociales de Stendhal n'a pas été méconnue, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui le tire de l'oubli et du discrédit. Dès 1889, la *Revue socialiste* de Benoît Malon publie l'article « Stendhal et l'antimilitarisme » de J. Mélia, qui donne, en 1910, *les Idées de Stendhal*, et en 1911 *Stendhal et ses commentateurs, de son vivant jusqu'à 1911*, où il conclut que l'âme de Stendhal « regarde toujours devant elle. C'est ce qui fait qu'elle ne craint

aucun avenir. Elle semble, au contraire, les appeler tous à la fois » (1). Jugement fin et profond par rapport auquel quasi tous ceux qui suivront seront en régression.

En la même année 1910, Charles Rappoport écrit dans sa revue *le Socialisme* l'article « Karl Marx et Stendhal » où il rapproche leurs idées sur l'art.

C'est en 1914 que Léon Blum fait paraître son *Stendhal et le beylisme*, dans lequel il remarque que les tendances et partis les plus opposés le tirent à eux, l'auteur attribuant cela à la « contrariété de ses dons », et passant ainsi à côté de l'unité de sa pensée qui n'est — nous allons le voir — qu'apparemment paradoxale.

La jeune Union soviétique n'eut guère le temps de saisir toute la richesse de Stendhal, malgré Anatole Vinogradov qui en commence l'édition (très partielle) dès 1923, mais le premier recueil à 999 exemplaires seulement et numérotés (2). C'est le même Vinogradov qui publie la première biographie russe de Stendhal en 1931. « Lounatcharsky avait préparé une préface, mais c'est celle de Maxime Gorki, essentiellement axée sur *le Rouge et le Noir*, qui parut » (3). Ce choix est intéressant. En effet, Gorki voyait le héros du *Rouge*, Julien Sorel, comme un « paysan qui s'est révolté contre la bassesse de sa fortune » et Stendhal comme le « premier écrivain qui, presque au lendemain du triomphe de la bourgeoisie, a commencé à peindre avec perspicacité et avec clarté les symptômes de sa décomposition inéluctable ainsi que sa myopie stupide », tandis que Lounatcharsky soulignait ses contradictions — en affirmant cependant qu'elles n'étaient qu'apparentes — et sa franche admiration pour la passion irraisonnée,

l'apothéose des sentiments forts, du risque, d'une folle audace, qui passent comme un fil rouge au travers de ses romans (4).

C'est probablement au caractère superficiel de l'analyse de Stendhal (et sans doute aussi à l'ignorance de Staline) que son œuvre dut de n'être pas proscrite au temps du réalisme socialiste. Cet « incognito » a permis à Stendhal de battre en URSS — et de loin — les records mondiaux de publication de ses œuvres.

Le plus fin des critiques stali-niens, Lukacs, ne pouvait manquer, quant à lui, de déceler les « défauts » de Stendhal, c'est-à-dire ses goûts suspects et la liberté anarchique de son esprit qui interdit de l'enfermer dans une stricte classification. Dans toute son œuvre, Lukacs ne cessa d'opposer à Stendhal la « supériorité » du réalisme balzacien. Ce qui est raison de son point de vue, en cela qu'en effet Stendhal *dépasse* le réalisme, ou, plus exactement, y introduit cette dimension de projection vers l'avenir, qu'avec Ernst Bloch on peut accepter d'appeler aujourd'hui de *l'utopisme*.

Les contradictions qui troublent tant ces critiques du mouvement ouvrier, et en lesquels ils voient les aspects « romantiques » de Stendhal, le « non typique » de Lukacs, voire ses caractères « petit-bourgeois », se manifestent en cela que si Stendhal poursuit d'une haine farouche les classes dominantes, noblesse et bourgeoisie, il ne peut vivre sans le raffinement de la première, sans les hardiesses et conquêtes de la seconde ; qu'il veut la mort des « kings » et rêve de république, mais pour rien au monde ne voudrait vivre, comme aux Etats-Unis, sous la dictature des épiciers ; qu'il admire l'héroïsme ouvrier, se félicite des progrès des « associations » mais se tient à l'écart et est persuadé qu'il y aura toujours des Robert Macaire (personnification de l'aventurier lumpen-prolétaire) pour s'emparer de l'organisation créée, etc.

Ces contradictions font pour nous la richesse supérieure de Stendhal. Elles le font notre contemporain, à nous qui pouvons effectivement constater que la démocratie bourgeoise est une médiocrité qui, comme Caligula, tend à couper toutes les têtes qui dépassent, et que le mouvement ouvrier est perpétuellement menacé par la bureaucratisation, c'est-à-dire par la conquête de la direction par les pires éléments « ralliés ».

La source de ces contradictions est dans l'époque que vécut Stendhal,

que Léon Blum voyait comme le type des « moments confus, des mélanges sociaux, des périodes désordonnées. » Stendhal est adolescent à la fin de la Révolution française. Il atteint l'âge d'homme sous l'Empire et se développe comme écrivain sous la Restauration puis le règne du « roi bourgeois » Louis-Philippe, pour mourir à la veille de la révolution de 1848. Il n'a connu du socialisme que les babouvistes — et, personnellement, Buonarotti, le seul survivant de la Conspiration des Egaux — qu'il a admirés, et les « utopistes » saint-simoniens puis fouriéristes. Du mouvement ouvrier, il n'a vu que les premières luttes, les unes spontanées et vouées à la défaite (mais il a sympathisé avec les combats des canuts dont la misère l'avait fait frémir, lors de ses passages à Lyon), les autres confondues avec celles des libéraux et quelque peu aventuristes.

Ce haut fonctionnaire suspect est resté en dehors aussi bien des conspirations carbonaristes et libérales que des associations socialistes. Par individualisme ? Certainement. Mais celui-ci doit lui-même être expliqué, et essentiellement par sa lucidité, quant aux fins et moyens des organisations politiques de son temps.

L'admiration de Stendhal pour Napoléon, manifeste dans le livre (en fait, le double livre) qu'il lui a consacré, a conduit à lui circonscrire une « période » bonapartiste dont on nous rebat les oreilles. Ce n'est pas si simple. Sous l'Empire, Henri Beyle est jacobin et républicain, violemment hostile au « despotisme » de Napoléon. Son théâtre raté, peu publié, parce que resté à l'état de fragments de très faible valeur littéraire et de valeur dramatique nulle, est dominé par la dénonciation de la corruption du régime impérial. Dans le plus développé de ses projets de pièce, *Letellier*, comédie qu'il voulait satire féroce du journalisme « à la botte », il écrit : « Mon protagoniste ne peut être que l'ami du despotisme perversificateur de l'opinion publique (5). » Il y travaille de 1803 à 1811 (et la reprendra encore en 1830). Le 9 juin 1804, il songe à écrire cinq actes sur *l'Avènement de Bonaparte au trône et le jugement de Moreau* (6), évidemment favorable à ce dernier, comme on peut en juger par une note de la même année où il écrit : « s'il eût été condamné (Moreau) à mort, il est certain qu'il n'eût pas péri. Il y avait révolte. J'ai été fâché qu'il n'ait pas été condamné : Bonaparte était culbuté » (7).

1. Nous empruntons ces informations au « Stendhal et la pensée sociale de son temps », de Fernand Rude (éd. Plon). Cet excellent livre, édité en 1967, n'a malheureusement pas été réédité en cette « année Stendhal ».

2. F. Rude, op. cit. pp. 253 et 254. On voit ici qu'il n'y avait pas que Maïakovski dont les tirages autorisés étaient faibles.

3. F. Rude, op. cit. pp. 254 et 255. En 1931, Loutnatcharsky était déjà en semi-disgrâce, lui qui avait protégé l'avant-garde. Gorki, au contraire, servait de garant au réalisme « prolétarien ».

5. Théâtre, t. 2, p. 11 (Oeuvres complètes, publiées sous la direction de V. del Litto).

6. Théâtre, t. 2, p. 11.

7. « Mélanges, I. Politique, histoire, économie politique », t. 45 des Oeuvres complètes. « Mémoires sur l'accusation intentée à J. V. Moreau », p. 7.

Stendhal n'est donc « bonapartiste » que sous la Restauration, à l'époque où bonapartisme et libéralisme sont indissociables. Mais alors, déjà, sa lucidité est totale. D'une part sa sympathie pour le carbonarisme ne l'empêche nullement de discerner l'aventurerisme creux de ce combat. D'autre part, son admiration pour Napoléon, après coup, distingue nettement — et peut-être est-il alors le seul à avoir à ce point, en France, cette vue « moderne » qui est en Allemagne celle de Hegel et qu'il illustre la pièce de Grabbe — ce en quoi le dictateur-empereur a été « la révolution à cheval », l'achèvement du bouleversement nécessaire et l'établissement de l'efficacité étatique-administrative, et en quoi la corruption propre au pouvoir absolu des parvenus était la contradiction mortelle de ce régime.

Quant à son libéralisme, il n'a rien à voir avec celui des politiques « juste milieu » dont il montrera bien, dans *Lucien Leuwen*, quel mépris il a pour eux. Il faut le prendre au sens littéral. Il a pour socle les hardis penseurs de la bourgeoisie pré-révolutionnaire dont F. Rude et V. del Litto (8) ont montré dans quelle estime il les tenait et qu'il les a relus toute sa vie : Mably, Condillac, Helvétius, Volney, Condorcet...

Et ici, il convient de noter que l'équilibre bien connu de Stendhal entre le XVIII<sup>e</sup> matérialiste, sceptique, libertin, utopiste, révolutionnaire, épris de raison et de lucidité, et le romantisme avec son goût de toutes les passions fortes, s'établit dans le balancement du meilleur des deux tendances contraires. C'est encore en cela que Stendhal dépasse son temps. C'est en cela qu'il ne peut adhérer à aucun des excès des tendances pour lesquelles il a le plus de sympathie.

Cela est net dans son rapport aux premiers « socialistes » qui lui sont contemporains. Son *D'un nouveau complot contre les industriels* est écrit cinq ans avant la révolution de 1830.

Le titre « antiphrase » couvre une vive attaque menée au nom de la « classe » intellectuelle, contre l'apologie saint-simonienne de l'industrie et des industriels. Si Stendhal, très informé de l'économie politique de son temps (entre autres de Ricardo et de Smith, dont on sait ce qu'ils ont apporté à Marx), et lecteur attentif de la presse saint-simonienne, néglige les aspects socialistes de cette doctrine au point qu'on peut lui reprocher de les ignorer, en revanche, et *c'est là le principal*, il voit fort bien se dessiner, derrière l'union idéale des ouvriers et

des entrepreneurs, opposée à l'Ancien Régime dont la Restauration n'est que le chant du cygne, le spectre de la société capitaliste. Qu'il y ait une certaine inconséquence, à cette époque, à vouloir le progrès de l'industrie et des chemins-de-fer, sans vouloir en même temps la domination politique de la bourgeoisie industrielle, c'est certain, mais, précisément le combat politique de Stendhal, c'est alors celui pour une démocratie assurant l'équilibre des forces contraires. Non d'ailleurs qu'il se fasse illusion sur ses propres incertitudes. Le modèle démocratique est alors celui des Etats-Unis. Sa brochure montre clairement que, pour lui, l'essor industriel n'est pas la cause de la démocratie américaine, mais sa conséquence, et il en voit très loin les risques : « Les industriels, par l'argent qu'ils prêtent à un gouvernement après avoir pris leurs sûretés, augmentent pour le moment la force de ce gouvernement ; mais ils s'inquiètent fort peu du sens dans lequel cette force est dirigée. Supposons qu'un mauvais génie envoie aux Etats-Unis d'Amérique un président ambitieux comme Napoléon ou Cromwell ; cet homme profitera du crédit qu'il trouvera établi en arrivant à la présidence pour emprunter quatre cents millions, et avec ses millions, il corrompra l'opinion et se fera nommer président à vie. Eh bien, si les intérêts de la rente sont bien servis, l'histoire contemporaine est là pour nous apprendre que les industriels continueront à lui prêter des millions, c'est-à-dire à augmenter sa force, sans s'embarasser du sens dans lequel il l'exerce. Qui empêche aujourd'hui les industriels de prêter au roi d'Espagne ? Est-ce le manque de moralité de ce prince, ou son manque de solvabilité ? »

Il ne parlait pas en l'air : des banquiers saint-simoniens avaient prêté de l'argent à la Turquie pour écraser la Grèce, la Grèce pour la liberté de laquelle Byron était mort.

Cependant, le pamphlet est faible par ses contre-propositions. Stendhal ne verra jamais — parce qu'il n'y en avait pas — une solution politique aux risques des divers systèmes qui s'affrontaient alors. C'est un autre temps qu'il lui eut fallu. Mais n'est-ce pas cette impasse qui ne lui laissait que la solution d'être un romancier.

Sa passion était extrémiste, son scepticisme l'inclinait à se contenter de progrès à petits pas. Mais sa lucidité ne sera jamais en défaut, et aucun roman du XIX<sup>e</sup> siècle ne donne une analyse aussi impitoyable

8. V. del Litto, « la Vie intellectuelle de Stendhal », PUF.

9. F. Rude, op. cit., p. 238.

10. Cf. « la Part de candeur et de féminité chez le héros stendhalien », de Claude Haller (Centre de documentation universitaire).

11. Cf. R. Bolster, « Stendhal, Balzac et le féminisme romantique » (Lettres modernes, Minard).

des différentes couches privilégiées de la société — banque, politique, noblesse, armée, leurs rapports et fonctionnement — que *Lucien Leuwen*, ce chef-d'œuvre dont le plus haut moment est peut-être celui de l'occupation par le régiment de lanciers de Lucien du village d'ouvriers en grève que le jeune officier admire secrètement en comparant leur courage à la mesquinerie de ses méprisables compagnons « juste milieu ».

Sans autres revenus (ses œuvres se vendaient peu ou pas) que son traitement, et ainsi contraint à la prudence et à la ruse, c'est dans ses écrits posthumes que l'on trouve la pensée profonde, subversive de Stendhal. Tel est le cas de son opinion sur Fourier, écrite dès la mort de celui-ci en 1837, mais publiée seulement en 1854 : « L'Association de Fourier fait des pas immenses : mais comme Fourier n'avait aucune élégance et n'allait pas dans les salons, on ne lui accordera que dans vingt années son rang de rêveur sublime ayant prononcé ce grand mot : *Association* » (9).

L'accord avec Fourier, toutefois, porte essentiellement sur la perspective la plus longue, la plus profonde, sur le point où l'organisation sociale fait sa place à la liberté des passions. C'est dire que c'est là plus une communauté de rêve qu'un accord politique. Pour assurer le but qu'il emprunte à Saint-Just et met au centre de sa tension, *le bonheur*, faute de voie politique perceptible, Stendhal en explore les conditions par le roman.

Et cette voie a une logique profonde, puisque l'utopie stendhalienne n'est pas sociale mais de construction de l'être humain. Et c'est elle qu'il esquisse en ses personnages centraux, ces jeunes hommes et jeunes femmes, en approche constante les uns des autres par la sensibilité et le goût du sublime ; en recherche constante d'une fusion amoureuse qui leur donne les « deux sexes de l'âme » comme le disait Michelet de lui-même (10).

Le génie de Stendhal, c'est précisément d'avoir réussi à inscrire cette utopie dans des romans réalistes par le moyen d'une tension — révolte, anticonformisme, choix des vrais valeurs passionnelles — en conflit avec le monde réel. Ses personnages vrais, une fois posés avec leurs traits individuels et leur condition sociale précise dans le moment d'histoire, Stendhal les suit dans leur itinéraire et leurs combats, imposés avec

rigueur par leur tempérament aux prises avec les rigidités, les résistances, les oppositions de leur monde tel qu'il est.

Dans cet effort constant de sa vie d'écrivain pour découvrir l'émergence de l'homme et de la femme de l'avenir à partir des données réelles de son temps, Stendhal finira par deux échecs. Mais deux échecs plus exaltants que les meilleurs réussites : *Lucien Leuwen* et *Lamiel*. Deux romans inachevés. Le premier laissé suspendu sur une fin bâclée, sans doute parce que la conclusion n'avait plus d'intérêt, refus d'une conclusion dramatique-romantique (choisie par le feuilleton d'Autant-Lara, en trahison de l'auteur adapté) comme d'une retraite-capitulation hors du monde du couple idéal : le jeune fils du banquier libéral, trop intranquillisé pour toutes les canailleries du monde politico-militaro-affairiste, et la belle fleur tardive de l'aristocratie moribonde qui n'en a gardé que les vertus.

L'échec de *Lamiel* a des causes plus profondes. Le féministe décidé qu'est Stendhal (11), qui aurait pu, comme Pierre Louÿs sa *Bilitis*, dédier « respectueusement » tous ses romans « aux jeunes filles de la société future », ne pouvait, de façon réaliste, « inventer » celle-ci sous le règne du « roi bourgeois ». Cette *Lamiel*, enfant trouvée, élève studieuse d'un médecin libertin, qui paye un frustré gaillard pour qu'il la débarrasse de son pucelage, s'enlaidit au vert de houx pour voyager seule avec tranquillité, et ne trouve digne d'elle qu'un bandit plus italien-renaissant que son contemporain, c'est la limite que n'a pas voulu ni pu dépasser le réaliste qui ne se livrait aux rêves les plus fous que les deux pieds solidement posés sur la terre.

Les contradictions de Stendhal sont donc bien les constituants de son unité « révolutionnaire », au sens le plus profond du mot, bien au-delà du démasquage de la société de son temps, dans son élan pour l'avenir.

## Kafka

Le présent du XX<sup>e</sup> siècle est bien loin des espoirs de Stendhal. Si notre société est en accouchement du monde du bonheur, c'est dans les plus profondes douleurs. L'équilibre est instable des avancées et des pires dangers. La perspective « socialisme ou barbarie » est posée sous nos pas comme un choix immédiat, ou comme un pari au quitte ou double. De

ce fait, nos meilleurs artistes et écrivains sont dominés par l'angoisse. Et ceux qui gardent la force de rire, rient noir. Notre temps ne pourra manquer de rester comme celui de l'humour noir.

Et c'est le plus noir de cet humour noir qui flamboie dans l'œuvre de Franz Kafka.

Le dogme du réalisme, si puissant de tout temps chez les intellectuels du mouvement ouvrier, et auquel, finalement, le « réalisme socialiste » n'a fait que donner sa forme la plus outrancière et la plus obtuse, ne pouvait que fermer à la compréhension de Kafka. Et pourtant, quand l'épouvantable envahit la vie quotidienne, il est probable que sa compréhension et, par conséquent, la volonté de le combattre exige un dépassement du « réalisme » dont la meilleure synthèse restera toujours trop enfermée dans la particularité.

Et c'est ce dépassement qui fait sans doute de Kafka le plus important écrivain de notre siècle alors que le « réaliste » Stendhal pouvait être le plus important du sien.

Mais ceux-là même qui ont admiré Kafka sans réserve ont le plus souvent égaré cette admiration, un peu à la façon dont les « beylistes » égaraient l'admiration de Stendhal sur sa « surface » de dilettante. C'est aussi rapetisser Kafka que de réduire son œuvre à quelque « chiffrage » que ce soit de ses préoccupations théologiques, judaïques, ou de ses conflits psychologiques.

Si toutes ces dimensions sont présentes dans son œuvre, elles deviennent des interprétations fausses dès qu'elles se font unilatérales. En particulier, et pas plus que chez nul autre écrivain ou artiste, les déterminations biographiques, incontestables, ne peuvent rendre compte de leur écho universel. Elles ne sont que la condition — et comme le portrait-robot aux traits forcés — de sa saisie des contradictions les plus lancinantes de l'homme moderne. L'hypersensible « possédé » de littérature qu'était Kafka a été plié à la condition de « petit homme » broyé par l'Administratif. C'est cet aspect de sa vie qui a ouvert dans son œuvre une dimension sociale qui, aujourd'hui, frappe plus que tout autre la majorité de ses lecteurs. Certes sa *Colonie pénitentiaire* n'était en rien une prémonition consciente du sadisme nazi, ni *le Procès* une prévision de ceux de Moscou. Mais il y a un même terrain nourricier souterrain aux œuvres et aux événements. Ce terrain, c'est le trouble profond de

l'homme moderne au sein d'un monde qui lui échappe pour l'écraser, dont la logique s'affole, dont les valeurs se retournent, et où, par conséquent, il se sent coupable sans pouvoir comprendre comment il a pu le devenir.

Pour sentir ces phénomènes à l'état naissant et les porter à leur degré d'expression le plus dépouillé et le plus aigu, certes, il fallait un écorché vif. Et il fallait aussi que cet écorché soit à tel point possédé par la littéraire qu'il fut capable de tourner le dos totalement à la logique du réel pour obéir à celle du rêve.

Le caractère onirique de toute l'œuvre de Kafka est trop évident pour qu'il soit besoin de s'y étendre. Mais si notre siècle est, grâce à Freud, celui de la découverte de l'inconscient et, par suite, celui de la conquête de la littérature par l'inconscient, aucune autre œuvre que celle de Kafka n'est à ce point absolu le produit d'un travail littéraire parfaitement identique au travail du rêve. Et c'est cette compréhension qui permet de surmonter les oppositions entre les diverses interprétations de cette œuvre.

Dans une note pour *Lucien Leuwen*, Stendhal faisait remarquer qu'aucune grande œuvre ne pouvait être élaborée sans plan d'ensemble, mais que des plans détaillés l'étouffait, en tuant l'invention continue. L'élaboration de Kafka est typique d'une telle invention foisonnante où, sur un schéma général, son inconscient-mélangeur combine les apports les plus divers de son expérience, de ses fantasmes, de ses réflexions et de ses obsessions dans un cheminement plein de détours, mais qui nous mène là où il veut comme le rêve qui ruse avec nos tabous et refoulements.

Si Stendhal n'a pas terminé deux de ses chefs-d'œuvre, Kafka n'a terminé aucun de ses trois grands romans ni d'innombrables nouvelles. Pourquoi ? Par perfectionnisme ? Par doute extrême de soi ? Sans doute, et c'est pourquoi aussi il demanda à son ami et exécuteur testamentaire, Max Brod, de détruire toutes ses œuvres inachevées, ce qu'heureusement celui-ci ne fit pas. Mais leur inachèvement tient sans doute fondamentalement à leur identité de fonctionnement avec des rêves — de prodigieux rêves. L'achèvement n'était pas nécessaire à leur perfection. La preuve en est que de très courts fragments (12) se suffisent à eux-mêmes et peuvent laisser en nous des traces fulgurantes.

Ainsi en est-il de son œuvre la plus

ambitieuse, et l'une des dernières, *le Château*, dont le suspens nous oblige à creuser les significations, comme on le fait d'un rêve obscur et fascinant resté suspendu par le réveil. *Le Château* a effectivement toutes les dimensions proposées contradictoirement par ses nombreux analyses. Il est à la fois le roman de l'opposition des mondes terrestre et divin, du monde du clergé — des clergés — et de laïcs empêtrés dans le quotidien (avec les juifs dans leur ghetto), des mondes de classes dominante et dominée et de leurs mystification ; en même temps la caricature de tout cela et sa démystification. Marthe Robert (notre meilleure critique de Kafka) peut même montrer que c'est aussi le roman de la guerre des sexes et de la perversion de l'amour où le « sexe est la vraie cause profonde de la terreur sociale » (13), ce qui entraîne une inversion de la vision que l'on peut avoir du personnage central, K., l'Arpenteur. La dense élaboration de Kafka parvient en effet à ce résultat que, comme dans le rêve, les valeurs sont instables et les contradictoires simultanés. En même temps l'Arpenteur K. est un Prométhée dérisoire menant une lutte impuissante contre les puissances inaccessibles et leurs bergers et moutons opportunistes, en même temps il est un ambitieux odieux. Toutefois, je crois que l'on peut conclure qu'il est « justifié » comme l'est le sujet du rêve — qui n'est autre que le rêveur — et d'autant plus que K. n'est plus comme le héros des œuvres précédentes, le misérable objet du monde (du rêve, mais pas moins féroce et rigoureux que le réel), mais un homme du refus, un lutteur, aussi absurde que soit sa lutte. En fait, il est l'HOMME, celui qui n'accepte pas ce qui est, et qui, même abject et ridicule, est la seule valeur.

Marx avait raison de voir en Hegel le dernier des philosophes. Depuis, il n'y a plus eu de systèmes philosophiques, mais seulement la décomposition des vieux systèmes. Enfin, la philosophie n'a pu donner un dernier éclat que comme littérature. L'œuvre de Kafka représente sans doute le plus haut moment, en notre siècle, de ce phénomène : métaphysique, psychologie et politique s'y fondent en une tourbillonnante boule de cristal alchimique.

12. Cf. Kafka, « Oeuvres complètes », t. II, « Récits et fragments narratifs » (Bibl. de la Pléiade).

13. M. Robert, « la Vérité littéraire », pp. 53-55 (Livres de Poche, biblio-essais). Mentionnons ici que l'œuvre de Kafka venant de tomber dans le domaine public, de nouvelles traductions paraissent et que, déjà, « le Procès » a fait l'objet de deux publications quasi simultanées, la traduction Bernard Lortholary chez Garnier-Flammarion, et celle de Georges-Arthur Goldschmidt à Presses-Pocket, toutes deux insistant plus que ne l'avait fait Alexandre Vialatte sur l'humour de Kafka.

# Contributions

## à la discussion pour le VI<sup>e</sup> Congrès de la LCR

Le congrès national de la Ligue communiste révolutionnaire se tiendra en janvier 1984. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation de la classe ouvrière après plus de deux ans de gouvernement de la gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens de construire la LCR.

Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers des militantes et de militants qui ne se reconnaissent pas dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien des confédérations syndicales à cette politique, et qui cherchent une autre issue.

Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs idées, de leurs débats.

Le projet de thèses adopté par la majorité du comité central, qui sert de base à la discussion, a été publié dans le numéro 22 de *Critique communiste*.

*Critique communiste* publie dans ce numéro une deuxième et dernière série de contributions.

Les tendances organisées contre le projet de thèses majoritaires au CC sont les suivantes : T1, TU et T3. La TU (tendance unifiée) résulte du regroupement de camarades en accord avec les deux contributions publiées dans notre numéro 23 sous les signatures respectives de Filoche/Arnaut et Quentin/Carvel. Les camarades qui avaient publié dans ce même numéro 23 une contribution intitulée « le temps du sérieux » se sont constitués en T3.



# Construire une véritable alternative

**N**OUS appelions hier, pour chasser Giscard, à l'unité du PS et du PC. Aujourd'hui, à cause de la politique de la majorité issue de mai-juin 1981, des millions de travailleurs craignent l'échec et voient contredits, pour l'essentiel, leurs espoirs. A quelques milliers, que pouvons faire ?

Le projet de thèses donne une boussole pour répondre pratiquement à cette question parce qu'à l'inverse des analyses du congrès précédent, il ne s'agit plus de pronostiquer abstraitement de grands affrontements sociaux et de les invoquer de façon incantatoire : nous nous efforçons de *dire comment parvenir* à « lever les obstacles objectifs et subjectifs que se dressent sur la voie de l'action de masse et de classe ».

## La contradiction fondamentale

Nous qui avons dit, avec raison, « unité pour battre Giscard », combien de fois n'avons-nous pas été pris à partie : « Le PS et le PC, relayés par les directions syndicales ne sont-ils pas unis pour justifier et cogérer les mesures d'austérité ? »

Telle est la contradiction fondamentale de la politique de collaboration de classes : ce sont les organisations majoritaires de la classe ouvrière, qui, elles-mêmes, contredisent les aspirations du printemps 1981.

Il serait illusoire de parier, comme le font J. Carvel et P. Quentin que « la situation objective va pousser la classe ouvrière à faire un pas en avant » (*Critique communiste* n° 23 p. 29). Ou de se contenter de la méthode Coué, comme le font I. Arnaud et G. Filoche : « la situation est

*favorable aux travailleurs* ». (Idem, p. 32).

En fait, la situation comporte deux issues possibles. Si l'attentisme continuait à prévaloir parmi les travailleurs et si les possédants parvenaient à leur infliger une série de défaites partielles importantes, les conditions risqueraient d'être créées pour une inversion du rapport des forces entre les classes. Tout montre cependant que rien, au stade actuel, n'est encore joué. Car le potentiel de combat de la classe ouvrière demeure grand. La bourgeoisie ne peut donc pas parvenir à imposer ses solutions, — qui impliquent une dégradation considérable des conditions de vie et de travail des masses — sans que se produisent d'importants affrontements.

Pour préparer efficacement ces affrontements, il faut avoir une claire conscience du lien étroit qui existe entre les luttes revendicatives et les débats politiques au sein du mouvement ouvrier.

— Toute une génération ouvrière, portée par trente ans d'expansion capitaliste, marquée par la crise économique et quelques défaites partielles, n'a pas renoncé à ses exigences et à son aspiration au changement.

— En même temps, le discrédit des directions des partis majoritaires dans la classe ouvrière et des confédérations syndicales s'ajoute au bilan monstrueux des pays de l'Est pour donner à de nombreux militants et aux larges masses l'impression que la voie du socialisme est bouchée.

— Il n'existe, quinze ans après Mai 68, que de petites organisations révolutionnaires qui ne peuvent, par elles-mêmes, fournir une alternative crédible aux directions majoritaires du mouvement ouvrier.

## Nous ne sommes pas seuls

Dans ce contexte, il est décisif de comprendre que les dizaines de milliers de militants qui refusent la politique de collaboration de classes sont également à la recherche de perspectives à lui opposer.

Cela détermine notre volonté de rectifier notre pratique courante passée, par trop rétrécie à un soutien « économiste » aux revendications, et justifie l'accent que nous mettons sur la défense d'un programme politique. Comme l'indique le projet de thèses du CC : « *L'existence d'une alternative politique liant revendications immédiates et mesures transitoires, perspective du mouvement d'ensemble et solutions politiques globales peut influencer beaucoup sur la préparation, les rythmes et l'issue des luttes de classes* » (IV.-1.1).

Cela détermine également notre volonté d'affirmer une alternative de masse aux directions réformistes. Ce qui comporte deux tâches indissociables.

D'une part, nous agissons pour la construction de larges courants d'opposition, capables de donner une orientation « lutte de classe » au mouvement syndical et d'impulser la mobilisation unitaire contre les attaques du patronat et l'austérité gouvernementale.

D'autre part, nous développons notre bataille pour la construction d'un nouveau parti ouvrier, d'une force capable de faire revivre l'espoir du socialisme. Cette perspective s'adresse à tous les militants (syndicalistes, ex-membres du PS et du PCF, anciens d'organisations révolutionnaires, etc) et à toutes les organisations susceptibles de partager avec nous cet objectif. Nous devons vérifier, par l'action commune dans toutes les grandes échéances politiques et sociales ainsi que par le débat politique et programmatique, les possibilités de construction d'un tel parti.

## Un instrument pour construire l'alternative

A l'évidence, de telles perspectives impliquent pour une organisation comme la nôtre, de savoir dépasser les difficultés et les défauts propres à sa situation de petite organisation et de savoir s'appuyer sur ses références programmatiques et stratégiques, *pour adopter une attitude offensive et audacieuse.*

Trotsky avait déjà eu à se confronter à un tel phénomène en 1934.

Sans la fétichiser, il vaut la peine de citer la réponse qu'il y apportait :

« *Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut y trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période purement propagandiste* » (octobre 1934, tome 4 des *Oeuvres* p. 229).

Voilà une simple leçon de bon sens révolutionnaire. Et il est regrettable qu'elle ne soit pas partagée par tous dans nos rangs à l'instar d'I. Arnaud et G. Filoche dans *Critique communiste* n° 23.

Point n'est besoin de s'attarder longuement sur une position qui relève du dogmatisme stérile et impuissant : « Nous sommes les seuls à détenir la vérité ; les appareils bureaucratiques trahissent ; en nous adressant aux masses, celles-ci découvriront la justesse de notre programme et rejoindront notre drapeau. » Le seul défaut de cette orientation, c'est qu'elle escamote l'essentiel, à savoir ces dizaines de milliers de travailleurs, de militants que nous côtoyons dans les luttes ou dans les syndicats et qui cherchent les moyens d'empêcher que la politique des partis au gouvernement ne débouche sur un échec pour toute la classe ouvrière.

Poser vraiment ce problème c'est admettre que la construction d'une alternative crédible pour les masses ne sera pas le produit d'un simple grossissement naturel de la LCR. Elle verra le jour au travers d'un vaste processus de recomposition du mouvement ouvrier, processus qui sera favorisé par le développement des affrontements de classes et par les débats qui seront impulsés en son sein.

Dans ce processus, le rôle de notre organisation est irremplaçable. L'issue dépend pour beaucoup de

notre capacité à agir avec de larges secteurs pour assurer le succès des luttes, à être l'élément moteur de la recomposition. Poser inlassablement le problème d'un « parti à gauche de la gauche » est donc inséparable du renforcement de la LCR pour en faire un outil toujours plus efficace au service d'un projet clairement défini.

Cela différencie notablement le document de la majorité du CC des camarades Berger, Lequenne et Nivert qui écrivent dans *Critique communiste* n° 23 : « La LCR peut seulement prétendre être une composante (d'une nouvelle organisation) ». Poser le problème de cette façon, c'est tout embrouiller. Surtout lorsque les camarades ajoutent que « dès aujourd'hui, l'ensemble de l'activité de la LCR doit être orientée par cette perspective ». Une telle vision revient à faire d'une éventualité à moyen terme, une possibilité immédiate et, dès lors, elle relativise considérablement les

*responsabilités propres de notre organisation.*

Parlons sérieusement comme le veulent justement les camarades. Il existe certes d'importantes forces objectivement disponibles à la construction d'un nouveau parti de classe dans le pays. Mais ce constat ne saurait cependant cacher que celles-ci sont extrêmement hétérogènes, que leur expérience est éclatée et, surtout, qu'elles n'échappent pas à la désorientation générale du mouvement ouvrier. Il nous faut donc tout à la fois faire en leur direction des propositions d'action correspondant aux besoins des travailleurs afin de contribuer au regroupement d'une alternative de masse et favoriser la clarification sur les questions-clés auxquelles les révolutionnaires doivent faire face. C'est pour aider à cette clarification que nous soumettons au débat les axes stratégiques de notre programme. Non comme un

tout à prendre ou à laisser, car nous savons que ce n'est qu'au terme d'un processus de confrontation politique et de pratique commune que pourraient être définies les bases politiques d'un éventuel regroupement organisationnel. C'est d'ailleurs ce que disent les thèses. Il s'agit de dissiper les malentendus et de cerner les divergences éventuelles. Toute autre interprétation de la démarche proposée relève du faux-procès.

Pour l'heure, il nous faut précisément faire jouer à la LCR son rôle d'« instrument pour la création d'un nouveau parti », comme disait Léon Trotsky. Et cela exige de proposer à de nombreux militants et militantes de venir la rejoindre dans ce combat.

Jean-Pierre Beauvais  
Charles Michaloux  
Christian Picquet  
Pierre Rème

## Battre la droite et l'austérité: une même politique

**L**ES capacités de lutte tendent lentement à se recomposer (...). La défiance ouvrière (...) s'est jusqu'à présent exprimée sous une forme passive (...) l'attentisme, le faible nombre actuel de luttes sociales (...) » Etc. Ces éléments descriptifs tirés du projet de thèses politiques conviennent-ils pour rendre compte du caractère des luttes depuis la rentrée ? Certainement pas.

Aux PTT, dans les centres de tri, il y aurait eu, selon certains, un échec provoquant écœurement, bref un échec sérieux. Pourtant nos camarades postiers interrogés dans *Rouge* n° 1087 déclarent : « Le but du plan annoncé comme tel, c'est l'« optimisation du temps de travail ». Facile à comprendre, cela veut dire travailler autant ou plus avec moins d'effectifs. De ce point de vue, c'est en partie l'échec du plan Daucet. Les revendications arrachées dans une série de centres, comme la lutte décidée pendant deux mois ont mis des freins à l'aggravation de nos conditions de travail. Malgré tout, il est réel que le plan qui

devait s'appliquer au 1<sup>er</sup> octobre est bien entré en vigueur. »

Une combativité qui ne s'est pas démentie au cours de ces deux mois, malgré la trahison de la grève par les directions fédérales ; ces deux éléments ont donné au mouvement des centres de tri sa démarche chaotique, grèves, reprises, nouveaux débrayages en particulier dans d'autres centres qui n'avaient pas été touchés par le mouvement, continuation de la grève sous d'autres formes, tout cela témoigne qu'il n'y avait pas écœurement ou résignation mais volonté de se battre. Ce qui a manqué pour que ce rapport de forces se traduise concrètement par une victoire, c'est que cette combativité ne pouvait s'exprimer que centre par centre, alors qu'un appel unitaire des fédérations aurait permis de surmonter les niveaux différenciés de combativité. Ce mot d'ordre, il n'était pas question que les appareils syndicaux le donnent de leur propre chef : « Mexandeau doit céder aux postiers, pas aux patrons », « unité des fédérations ».

Ces mots d'ordre avancés dès avant la grève, désignant clairement où se trouvait le nœud du problème, pouvaient permettre d'avancer dans cette voie. Mais si les appareils ont pu trahir, ils ne l'ont pas fait sans dommage : les postiers parisiens ont pu se rendre compte de la trahison des dirigeants sortant par les sous-sols du ministère.

On peut tirer les mêmes conclusions de ce qui se passe dans la région rouennaise, notamment à la Chapelle-Darblay. Les travailleurs ont occupé l'usine pendant deux mois, ont remis en marche la production, ont réussi à repousser les commandos CGC soutenus par les formations de droite et par la présence active d'éléments d'extrême droite. Ils ont en cette circonstance été soutenus par deux mille travailleurs des entreprises de la région. Ce sont là des signes qui ne trompent pas, comme, pour en rester à la région de Rouen, la grève des cheminots de Sotteville. Mais, encore une fois, c'est la question des directions syndicales qui s'est révélée

l'obstacle. Le plan Parengo est soutenu par le gouvernement... cependant que les gros bras de la CGC tentent de le faire passer sur le terrain. Sans pouvoir à cette étape du conflit prévoir l'issue, il est à peu près certain que le plan Parengo, au moins dans une première étape, ne pourra passer tel quel.

Les leçons qu'on peut aujourd'hui tirer de ces conflits sont multiples. Premièrement, il n'y a pas de résignation, ni moins encore d'apathie ouvrière. L'action de nos camarades des Pap'Chap' contre les licenciements, pour l'unité syndicale, et leur combat pour la nationalisation sous contrôle ouvrier de la Chapelle-Darblay ont rencontré un écho favorable que le rapport de forces n'a pas permis de concrétiser. Mais c'est la question du gouvernement comme celle de l'unité syndicale qui ont été déterminantes. La comparaison est instructive avec la lutte victorieuse de Carmaux où la réalisation au plan local du front unique avait permis de remporter la victoire.

Ainsi, la démonstration vient d'être faite que la question de l'unité ouvrière, du combat pour créer le rapport de forces qui permettra d'imposer cette unité, est aujourd'hui la question déterminante. Dès qu'une attaque remet en cause gravement ses acquis, la classe ouvrière se pose le problème de la riposte. Dès lors, elle se trouve confrontée à deux obstacles : la politique du gouvernement qui fait ce qu'exigent les intérêts des patrons, et la politique des directions syndicales qui se font le relais de la politique gouvernementale et qui maintiennent la division pour empêcher la mobilisation.

Aux PTT, à la SNCF, à la RATP, à l'EDF, dans la fonction publique, parmi les mineurs, les sidérurgistes, à la Chapelle-Darblay, les travailleurs sont prêts à défendre leur feuille de paie et leur emploi. Alors, qu'attendent donc les directions confédérales ? Qu'attendent donc le PS et le PCF ? Les partis et les syndicats ont les moyens d'organiser la lutte, de confirmer le rapport de forces issu de mai-juin 1981.

Pour que les choses soient parfaitement claires, prenons un exemple de défaite non pas revendicative, mais électorale. A Aulnay-sous-Bois, la LCR n'a pas mené la campagne qu'il fallait mener. Il était faux de dire dans la profession de foi avec LO : « *Il y a cinquante ans, une partie des travailleurs allemands avaient fait la même erreur tragique en laissant venir au pouvoir Hitler qui se servait du*

*racisme.* » Etait-ce la faute des travailleurs allemands, ou bien celle des directions social-démocrate et stalinienne si Hitler l'a emporté ?

1. La LCR a cédé à LO, qui propose d'exiger le départ des ministres communistes en écrivant dans la profession de foi : « *Les travailleurs n'auraient rien à perdre à ce que les ministres communistes sortent du gouvernement volontairement pour prendre la tête des luttes.* » Le bon chemin, ce n'est pas que le PCF quitte le gouvernement et inaugure une nouvelle politique catastrophique de division en rejetant sur le PS la responsabilité des échecs électoraux successifs.

Nous devons dire : « Pourquoï les ministres communistes soutiennent-ils la rigueur ? Nous n'avons pas voté pour ça. Ensemble, exigeons qu'ils rompent avec les capitalistes, qu'ils cessent de faire des cadeaux aux patrons, c'est le seul moyen de faire barrage à la droite. »

Les travailleurs attendent que PS et PC, ensemble, répondent à leurs attentes, usent de la majorité législative dont ils disposent et gouvernent contre les capitalistes. Le bon chemin, comme à Carmaux, c'est que les travailleurs luttent, imposent l'unité PS-PC, l'unité CGT-CFDT-FO-FEN, et infligent défaite sur défaite au patronat et à la droite.

2. La LCR s'est alignée sur LO en ne donnant, avant le premier tour, aucune consigne de désistement pour le deuxième tour, ni dans la profession de foi ni dans l'affiche électorale.

Notre liste devait clairement choisir son camp : il fallait dire dès avant le premier tour que nous étions pour le désistement pour la liste PS-PC-PSU. Aucune ambiguïté. Nous appelons au désistement pour battre la droite, pas pour soutenir la politique du gouvernement qui fait son jeu ; c'est le sens du vote pour notre liste : pour combattre efficacement la droite, il faut gouverner contre elle.

3. Cela implique un refus clair de toutes les mesures de rigueur, de tous les plans d'austérité du gouvernement : nous défendons avec intransigeance les acquis des travailleurs.

4. La LCR a eu tort de passer accord avec LO alors que celle-ci, tête de liste, affichait son intention de négocier, si elle avait plus de 5 % des voix, sa participation à la liste PS-PC de soutien au gouvernement. Pas question, pour des trotskystes, de

mettre le petit doigt dans le soutien à la politique du gouvernement.

Par ailleurs, LO renvoie dos à dos PS-PC et UDF-RPR et, en même temps, propose de participer aux listes d'Union de la gauche : ce mélange des genres ne constitue pas une ligne politique, et la LCR ne devrait pas tomber dans ces erreurs.

5. Il faut nous lier à la masse des travailleurs influencés par le PS et le PC, et exiger avec eux, dans les luttes comme dans les élections, que les dirigeants de ces partis arrêtent leurs compromis avec la droite. C'est cela la bonne politique et non pas de

prétendre être une « force à la gauche de la gauche » qui « critique le gouvernement et n'accepte pas de se taire » (sic !).

Il n'est pas fatal que l'échec d'Aulnay-sous-Bois soit annonciateur du retour de la droite en 1986 ou avant. Les aspirations du 10 mai ne sont pas mortes. Avec tous ceux qui ont porté le PS et le PC au pouvoir, nous pouvons gagner. On peut encore éviter de « louper le coche » comme en 1936, comme en 1945.

La droite peut et doit être battue en 1986. Les thèses majoritaires du CC de la LCR sonnent l'heure de la retraite avant la bataille. Elles orien-

tent vers un « regroupement » avec LO alors que nos politiques sont incompatibles. C'est pourquoi tous les militants de la LCR qui votent contre les thèses se regroupent. Les tendances exprimées dans le n° 23 de *Critique communiste* sous la plume de Quentin-Carvel et d'Isabelle Arnaud-Gérard Filoche ont fusionné autour de deux questions clés. Ces thèses minoritaires ne seront pas publiées ici, mais elles seront soumises au vote des militants et des congressistes.

Jacques Carvel, Gérard Filoche,  
Bertrand Aurore (tendance unifiée)

## Aulnay : nous avons eu la même politique que Lutte ouvrière

**L**E contenu politique de l'accord LO-LCR pour l'élection municipale d'Aulnay-sous-Bois du 6 novembre 1983 exprime une remise en cause de certains acquis de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est l'illustration parfaite d'un accord réalisé pour une échéance de la lutte des classes sur une politique qui n'est pas celle de l'organisation.

### Les travailleurs sont-ils responsables ?

En effet, nous pouvons lire dans la profession de foi qu'« il y a cinquante ans une partie des travailleurs allemands avait fait la même erreur tragique en laissant venir au pouvoir Hitler qui se servait du racisme ». Cette analyse introduit une nouvelle appréciation des événements qui se sont déroulés en Allemagne en 1933. Jusqu'à ce jour, la IV<sup>e</sup> Internationale considérait que la victoire du nazisme et l'écrasement du prolétariat allemand étaient notamment le résultat de la politique du parti stalinien. N'oublions pas que l'unique ennemi pour le PC était la social-démocratie ce qui l'a conduit à organiser en commun avec les hitlériens des meetings comme en Bavière en 1932. En quoi les travailleurs allemands étaient-ils responsables de tels agissements ?

D'après la citation, les travailleurs allemands sont les seuls responsables du nazisme et on peut remarquer que le rôle du PC n'est même pas évoqué alors que contre le mouvement des masses il a développé une politique de division envers la social-démocratie. Cette analyse conduit à apprécier de la même manière la situation en France aujourd'hui quand il est affirmé que « les travailleurs qui croiraient se défendre en s'en prenant aux immigrés feraient un tragique calcul » favorisant la politique de Le Pen. Comme en Allemagne, les travailleurs français font-ils « une erreur tragique » ou est-ce le PCF utilisant les bulldozers contre les travailleurs immigrés comme à Vitry en 1979 distille le poison du racisme dans les rangs ouvriers ? Les travailleurs français font-ils « une erreur tragique » ou est-ce PS, par G. Deferre, ministre de l'Intérieur, qui fait la chasse aux immigrés pour les jeter hors de France ?

En Allemagne ou en France, le PC a toujours la même politique : division des rangs ouvriers pour défendre l'Etat bourgeois. En ce sens, le PCF comme le PCA agissent dans le cadre de la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin qui trouve son expression dans le maintien du *statu quo* établi à Yalta et Posdam. L'accord LO-LCR masque le rôle de division du PCF et sème des

illusions sur ses intentions. Cet accord entraîne notre organisation sur la politique de LO. La sortie du PC du gouvernement le mettrait-il dans le sens des intérêts des travailleurs ?

### Du point de vue des travailleurs, le PCF doit-il quitter le gouvernement ?

Dans la profession de foi, nous pouvons remarquer « que les travailleurs n'auraient rien à perdre à ce que les ministres communistes en sortent (du gouvernement) volontairement, pour prendre la tête des luttes des travailleurs. » Cette affirmation entretient des illusions sur le rôle du PCF en faisant croire qu'il pourrait développer une politique en faveur des travailleurs du fait de sa sortie du gouvernement. De ce point de vue l'article de Lantier dans *Rouge* du 4 au 10 novembre titré « Y être ou pas, la question n'est pas là » va dans le même sens en expliquant que le PCF restant au gouvernement « il est possible en revanche de développer cette contre-offensive indispensable contre la droite et le *paï.onat*. Cela implique que les ministres et les députés du PCF refusent les mesures gouvernementales d'austérité et y opposent des mesures en faveur des travailleurs. »

Il ne s'agit pas de spéculer sur le départ ou la participation des ministres communistes au gouvernement, il s'agit d'expliquer pourquoi ils y participent et pourquoi pour le moment ils y restent. Le PCF ajustant sa politique en fonction du rapport de forces entre les classes prenant en compte la victoire politique de mai et juin 1981, estime à ce jour que la meilleure défense de l'Etat bourgeois contre les aspirations et les revendications des travailleurs est de participer au gouvernement. Par là il tente de retarder l'affrontement entre les classes. En rien l'éventuelle sortie du PCF du gouvernement ne constituerait un tournant dans la situation politique qui deviendrait plus favorable aux travailleurs. Elle ne serait pas comme le disent les thèses majoritaires « *une modification majeure de la situation politique* ». Elle ne serait que le révélateur d'un approfondissement de la tension entre les classes et exprimerait le choix du PCF de continuer à combattre les masses mais différemment cette fois-ci. Nous devons toujours nous situer du point de vue des travailleurs et n'entretenir, comme le font les thèses majoritaires, aucune illusion vis-à-vis du PCF. Nous ne devons ni demander au PC de quitter le gouvernement ni lui demander d'y rester ni lui demander qu'il oppose de bonnes mesures : sa politique est toujours tournée contre les travailleurs. C'est cette clarté qui nous permettra d'avoir une politique indépendante orientée vers les masses, une politique de front unique ouvrier. En fin de compte, l'article de Lantier et encore plus les thèses sont les éléments qui permettent de réaliser des accords avec LO sur des bases qui sont celles de LO.

### **Pour une politique de front unique ouvrier**

La profession de foi d'Aulnay nous invite à « *montrer qu'il y a une force qui critique le gouvernement de gauche* ». Nous mobiliserons les travailleurs pour qu'ils obtiennent satisfaction à leurs revendications. Et dans le mouvement des masses pour la satisfaction de leurs aspirations nous opposerons leurs revendications aux décisions du gouvernement et à la politique du PC. C'est dans ce mouvement que nous avancerons les mots d'ordre permettant de réaliser l'unité des masses et du PC et du PS.

C'est dans ce cadre que nous aiderons les masses à lever les obstacles dans leur lutte contre l'Etat bourgeois.

C'est dans ce mouvement que nous construirons le parti. Ce qui ne semble pas être la préoccupation de LO qui n'hésite pas à s'isoler des masses pour avancer des mots d'ordre de « critique » du gouvernement.

### **Pour des campagnes et une politique claire**

Une telle politique de front unique ouvrier implique qu'il faut que la LCR se construise comme un parti d'action, se tourne vers les larges masses des travailleurs ; cela implique que la LCR mène des campagnes nationales sur des mots d'ordre ponctuels, précis, mobilisateurs et qu'elle s'affirme ainsi comme le noyau du parti révolutionnaire indispensable à la révolution socialiste victorieuse. Mais nous ne pourrions réaliser ces campagnes et nous construire qu'en ayant une politique claire et non pas comme la politique que nous avons menée dans la campagne municipale d'Aulnay où nous avons donné aux travailleurs la responsabilité des trahisons du PCF, où nous avons semé des illusions par rapport aux intentions du PCF et où nous n'avons apporté aucune perspective sérieuse pour le combat des travailleurs en nous alignant sur Lutte ouvrière.

André Wilfried

Pour la tendance 1

# Réponses claires

**A** la suite de notre dépôt d'amendements et de notre article, « *Le temps du sérieux* », la majorité nous pose des questions quelque peu insidieuses et auxquelles elle s'empresse de répondre elle-même à notre place, ce qui n'est pas de saine polémique. Mieux vaut nos propres réponses pour que nulle équivoque ne subsiste, d'autant plus que les questions sont celles qui se posent à toute l'organisation, à tout le mouvement ouvrier même, et que les réponses sont décisives pour notre action dans les prochaines années.

## Quelle perspective ?

La perspective erronée de notre V<sup>e</sup> Congrès était celle d'inévitables débordements de la gauche au pouvoir, sur la lancée de la victoire électorale de mai-juin 1981 et de la volonté de changement, aboutissant, à court ou moyen terme, à une situation prérévolutionnaire du type de 1936. Cette perspective, qui n'était pas la nôtre, mais que nous nous reprochons de ne pas avoir combattue avec assez de décision, n'est pas reconduite par le projet de thèses actuel. Mais il y subsiste l'affirmation vague que « de grands affrontements sont devant nous » et que des « tournants brusques » bouleverseront la situation présente.

Ce que nous reprochons à une telle perspective, ce n'est pas de ne pas aller assez loin dans le retournement de l'analyse, c'est, d'une part, de ne pas aller assez loin dans l'analyse de l'erreur et de ses racines, et, d'autre part, de rester dans un tel flou artistique que ces formules peuvent recouvrir aussi bien la reconduction de l'optimisme de la veille que le repliement attentiste, voire n'être qu'un voile sur un pessimisme profond.

Vouloir nous faire dire que notre refus de ces formules vagues signifie que, pour nous, la classe ouvrière est, en Europe, et en particulier en France, d'ores et déjà battue, pour de nombreuses années, voire historiquement, n'est pas sérieux. Si nous pensions cela, pourquoi serions-nous

dans la Ligue ? Pour mourir debout ? Nous n'avons pas cette sorte de névrose.

Dire que de grands affrontements sont devant nous, c'est comme dire que l'on approche du but à chaque fois que l'on fait un pas en sa direction. Cela ne dit pas à quelle distance on en est et combien de temps il faut pour l'atteindre.

Sans remplacer l'analyse par la voyance, tout marxiste se doit de s'efforcer de déterminer le plus précisément possible les court, moyen et long termes.

Ce que nous disons — sans équivoque — c'est que, dans l'état présent, objectif et subjectif, du prolétariat (défini comme ensemble des travailleurs dépossédés de leurs moyens de production et n'ayant que leur force de travail à vendre), dans ce pays et dans les autres pays d'Europe, ses luttes ne poseront pas dans les prochaines années le problème de son propre pouvoir et que, par conséquent, le problème qui se pose est essentiellement la *précondition* de sa recomposition politique, de son dégagement de l'aliénation des vieilles organisations social-démocrates et néo-staliniennes, ainsi que des appareils syndicaux à leur dévotion ; c'est celui, concomitant, de l'élévation de sa conscience, reconstituant le niveau d'être une « classe pour soi », conscience dégradée par plusieurs facteurs, dont celui de son hétérogénéisation. Cela, qui ne sera réalisé qu'au travers de nombreuses luttes partielles (qui peuvent être très importantes) ou générales, mais limitées dans le temps, est nécessaire à l'unité de combat qui exige le rejet, très généralisé, des vieux « appareils ». C'est donc une période relativement longue de luttes transitoires qui est devant nous, dont les succès peuvent seuls permettre de faire apparaître des objectifs plus élevés.

## Mais les tournants brusques ?

Nous avons un autre thème de débat où il nous faut retourner les

questions : les « grands affrontements qui sont devant nous », cela signifie-t-il *inévitablement* des luttes frontales entre classes, des *batailles* dont on sort vainqueur ou vaincu, pour des longues années ?

Le refus de la majorité d'envisager la possibilité d'accumulation d'échecs partiels relève plus de l'aveuglement de la foi que des leçons de l'Histoire. C'est oublier, en particulier, que la plus terrible des défaites prolétariennes du siècle, celle du prolétariat allemand en 1933, est survenue après dix années de luttes partielles, des plus dures, et de défaites en chaîne, sans qu'aucune bataille frontale générale ne soit survenue après celle de 1923. Cette absence de batailles frontales a été le produit de la conjonction des politiques criminelles parallèles de la social-démocratie et du stalinisme (dont nous ne sommes pas encore sortis du « pas de deux »), et cette défaite historique a été le point de départ et la clef de la défaite générale prolétarienne culminant avec la Seconde Guerre mondiale.

C'est donc oublier que la perspective historique du marxisme n'est pas celle de la victoire inévitable du prolétariat conduisant au socialisme, mais l'alternative : socialisme ou barbarie.

Bien entendu, l'enchevêtrement des facteurs de crise sociale, non seulement à l'échelle nationale, mais internationale, peuvent toujours amener des tournants brusques. La défaite allemande de 1933 n'empêcha pas les tournants brusques de 1936 en France et en Espagne. Donc, une grande défaite dans un pays n'empêche pas des renversements de situation quoiqu'elle rende les victoires plus aléatoires comme c'est apparent par ces deux cas historiques. Enfin, 1968 n'est pas si loin qui fut un de ces tournants brusques, surprenant même les plus optimistes révolutionnaires que nous sommes. Mais...

1. On ne saurait bâtir une perspective sur des tournants brusques, et une juste politique sur les problèmes

de l'heure prépare suffisamment aux tournants les plus heureux. 1968 en est encore une preuve qui nous trouva mieux préparés par notre action dans la période précédente (en particulier par la lutte internationaliste et anticolonialiste) que toutes les autres organisations de l'extrême gauche, pour ne pas parler de la gauche réformiste et stalinienne, contredite à cent pour cent dans ses analyses et perspectives.

2. Mais c'est aussi oublier que les tournants brusques peuvent n'être pas dans le bon sens, ce qui ajoute à l'inanité de la formule comme pronostic central.

Rappeler cela, est-ce semer le défaitisme et le désespoir ?

C'est au contraire donner toute sa valeur au facteur subjectif, à l'intervention consciente dont nous sommes un des éléments.

### **La tâche de la période : rassembler la direction révolutionnaire**

C'est l'aveuglement qui seul désarmer parce qu'il interdit d'appréhender les réalités avec les moyens efficaces. Et c'est ici que nous retrouvons nos problèmes immédiats.

Dans la situation actuelle marquée par le recul de la conscience, le recul, conséquent, de l'organisation de classe, et où la tâche principale est celle de rassembler une nouvelle direction prolétarienne de masse, est-ce autour de nous que peut s'effectuer son regroupement, s'initier la recomposition du mouvement ouvrier ? Et notre programme consiste-t-il, comme le prétendent les thèses (p. XXIII, n° 22 de *Critique communiste*), « le point de départ indispensable pour quiconque veut lutter pour le socialisme en se plaçant sur le terrain des intérêts historiques et internationaux du prolétariat ». Formule ambiguë, encore soulignée par la suite : « Il ne comporte rien de *superflu* qui introduirait des barrières artificielles et sectaires par rapport à tous ceux qui, en dehors des rangs de la LCR, peuvent lutter sincèrement pour le renversement du capitalisme. »

Il se peut que les rédacteurs des thèses pensent ne dire que « les intérêts, généraux, historiques, etc., du prolétariat exigent tout ce programme ». Mais le commun des mortels lira : « Il s'agit du minimum programmatique nécessaire [puisqu'il ne s'y trouve rien de superflu], donc

d'un ultimatum dans la discussion pour la construction d'une nouvelle organisation capable de rassembler pour le moins la masse de l'avant-garde.

Une chose est que notre programme (qui n'a rien d'un monument historique, mais, somme d'un siècle et demi d'expérience du mouvement ouvrier et de ses leçons par le marxisme, doit, en tant que tel, être constamment enrichi), soit notre arsenal théorico-pratique que nous ne marchandons pas dans tous les débats programmatiques et principiels pour un nouveau parti des travailleurs, autre chose est qu'il soit un retranchement qui nous « protège » en nous enfermant... dans l'isolement.

Nos appréciations divergentes sur le moment de la période entraînent un dialogue de sourds du même genre à propos du programme d'action. Pour nous, il ne doit être ni la forme populaire de notre programme général ni, inversement, un recueil de quelques revendications conjoncturelles, interpellant PS et PC au pouvoir, mais le *programme de transition pour ici et maintenant*. Non pas destiné au catéchisme de nos propres militants, mais ce que nous proposons à toute la classe travailleuse comme moyens de sortir de la crise, du marasme, d'en finir avec la reculade, comme base de discussion pour l'action commune, et du début du travail commun vers un regroupement organisationnel de l'avant-garde.

C'est donc finalement dans la question de l'orientation de la Ligue que se concentre l'ensemble de ces divergences.

Certes, il ne s'agit pour personne de remiser notre activité propre, ni notre propre construction organisationnelle. Tout le problème est de savoir comment cela se fait le mieux : dans un effort prioritaire pour agir avec tous les secteurs de l'avant-garde, plus ou moins organisés ou en recherche de solutions organisationnelles, en subordonnant nos intérêts d'organisation autonome à la création d'une force plus large, ou dans un « Qui m'aime me suive » qui revient à un « Nous seuls », voilant un profond scepticisme sur les possibilités de regroupement sous de grandes phrases sur les lendemains qui vont flamboyer.

**Denis Berger, Michel Lequenne  
Olivier Nivert (tendance 3)**

# C'est bien d'un débat d'orientation qu'il s'agit !

**J**USQU'À PRÉSENT, notre débat a essentiellement porté sur une question : l'appréciation de la situation politique. C'était nécessaire. C'est insuffisant. C'était nécessaire. Parce qu'il nous fallait corriger l'erreur qui avait été la nôtre lors de notre précédent congrès. En expliquant que la victoire électorale de mai et juin 1981 allait se traduire par une offensive des masses sur le plan social, nous avançons un pronostic que les faits ont démenti.

Les limites des divergences sont à présent clairement définies. D'un côté, avec les camarades qui refusent cette correction nécessaire et maintiennent l'idée que la situation actuelle doit mécaniquement se dénouer par une crise révolutionnaire. De l'autre, avec les camarades qui sous-estiment totalement les capacités de combat de la classe ouvrière et l'ampleur des affrontements à venir.

A enfermer le débat dans cette seule question, ainsi délimitée, nous aurions tôt fait de la fragmenter en autant de positions qu'il peut exister de différences objectives dans la situation elle-même. Bien sûr, la discussion doit continuer pour approcher au plus près de l'analyse la plus objective possible ; les désaccords éventuellement maintenus peuvent être tranchés en termes d'amendements...

Mais nous ne saurions nous arrêter là, sous peine de ne pas armer l'organisation sur *l'essentiel* : nos tâches.

Un point au moins devrait faire l'unanimité : *la LCR ne pourra affronter la situation et assumer ses responsabilités que si, au sortir de son prochain congrès, elle est armée d'une orientation politique claire, cohérente, portée par l'ensemble de ses militantes et militants.*

## Le danger d'un cours opportuniste

De ce point de vue, il y a quelque inconséquence de la part des

camarades constitués en tendances, TU et T3.

La TU a engagé une croisade contre les thèses majoritaires, dénonçant les « révisions en baisse » et les « retours en arrière »... Et elle fait flèche de tous bois contre la campagne d'Aulnay...

Pourtant, la TU n'est ni une « tendance veto » ni une « tendance garde-fou ». Sa fonction n'est pas de « corriger » l'analyse de la situation dans un sens plus proche des thèses du dernier congrès ni d'obtenir condamnation de l'accord passé avec Lutte ouvrière à Aulnay.

Il s'agit d'autre chose : la TU est une tendance qui appelle à *rejeter* le projet de thèses, qui prolonge le combat de l'ex-T1 au dernier congrès et depuis... Bref : la TU se revendique d'une orientation politique alternative à celle défendue par la majorité.

Cette orientation c'est celle qui préconise de réduire la ligne de la LCR au seul combat contre la droite, et notre démarche de front unique à la seule interprétation du PS et du PCF. Les propositions des camarades pour la campagne des municipales allaient en ce sens. Et c'est cela que confirment Arnauld et Filoche dans leur contribution du dernier *Critique communiste* : « La LCR doit chercher à construire un large front unique ouvrier, prôner l'unité du PS et du PC contre la droite et, avec les travailleurs du rang, interpellier les dirigeants PS et PC, les députés élus à l'Assemblée nationale. »

Une telle ligne escamote la question centrale de la politique d'austérité menée par le PS et le PCF au gouvernement. Elle est en contradiction assez complète avec les propres analyses des camarades concernant la situation : si la crise révolutionnaire est à l'angle de la rue, les révolutionnaires doivent avoir autre chose à dire que : « Unité PS-PC ! ». Mais, surtout, si elle était appliquée, elle conduirait inmanquablement à un cours opportuniste par rapport au gouvernement, dédouanant celui-ci de ses respon-

sabilités au nom d'un combat commun contre la droite !

## Une perspective en forme d'impasse

Avec les camarades de la T3, c'est une inconséquence quasi symétrique. Ils placent leur combat sous la bannière, anodine, de ceux qui réclament que nous allions plus loin dans la correction de nos analyses de la situation. Mais, en fait de vision plus réaliste, c'est à une révision fort glissante qu'ils nous invitent.

De quoi s'agit-il ? De rien moins — au nom d'un « pronostic raisonnable » — que d'avancer une orientation qui ne se situe plus dans la perspective d'affrontements révolutionnaires posant la question du gouvernement des travailleurs !

Les camarades de la T3 associent une analyse extrêmement sombre de la situation politique, marquée à leurs yeux par une classe ouvrière défaite par la crise, à des thèmes tels que ceux du « programme d'action », du « contrôle ouvrier » et de la construction du parti révolutionnaire. De tels thèmes prennent leur sens en fonction d'une perspective de montée des luttes et dans leur lien étroit avec la question du pouvoir. Pour les camarades, il s'agit, au contraire, d'aider à une lente recombinaison de la combativité ouvrière, de s'engager dans un patient travail de reconstruction des formes d'organisation ouvrière. Dans ces conditions, le programme d'action proposé risque de comprendre peu de « programme » et... peu de « d'action » ! Quant au parti — dont la LCR « peut seulement prétendre en être une composante » ! —, il risque fort de n'être qu'une prétention à être...

Sérieusement, camarades, l'orientation que vous nous proposez, c'est la transition vers l'impasse !

## Une orientation pour nous diriger

Il faut combattre ces deux orientations politiques portées par la T3 et

la TU qui sont gravement erronées et qui, si elles étaient appliquées, nous feraient passer totalement à côté des tâches qui sont les nôtres.

Or, ces tâches sont importantes, à la mesure de *la situation hors du commun* ouverte par le 10 mai 1981.

Cette orientation nécessaire, nous n'avons fait, en deux ans, que la *tester*. Il nous faut l'approfondir, la préciser et... la mettre en œuvre ! Quels en sont les principaux éléments ?

● D'abord, *la critique révolutionnaire de la politique gouvernementale de collaboration de classes*. Nous n'apportons aucun soutien à une politique qui n'est faite que de concessions à la bourgeoisie et de coups portés aux travailleurs. Une politique qui ne peut mener qu'à l'échec.

C'est parce que Lutte ouvrière partage avec nous cette position de classe qu'il est juste de rechercher l'accord avec cette organisation, sur le plan électoral et dans les luttes. Parce que, quelles que soient nos divergences par ailleurs, nous avons les mêmes choses fondamentales à dire aux travailleurs, nous devons chercher à les dire ensemble. Il pourrait, et il devrait en être de même avec le PCI, si cette organisation, renonçant à son sectarisme légendaire, abandonnait l'esprit de manœuvre qui la caractérise.

● En même temps, *une démarche pratique* qui est de rechercher, en chaque circonstance, *la mobilisation unitaire des travailleurs et de leurs organisations, en défense des revendications*.

Face à la droite et au patronat, il faut réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière et de ses alliés. C'est cette démarche que nous avons mise en œuvre à de multiples occasions ces deux dernières années : dans la bataille pour le remboursement de l'avortement, dans l'appel en mai der-

nier à manifester contre les menées fascistes et racistes de la droite, dans le soutien à la marche des immigrés...

Cette orientation n'est pas de l'ordre du seul discours, elle est, d'ores et déjà, à l'œuvre dans l'activité quotidienne de l'organisation, de ses militantes et militants. Nous pouvons donc en juger à la lumière de notre pratique concrète, chacun peut enrichir l'élaboration collective à partir de sa propre expérience.

Discutons donc de notre intervention dans les luttes, de notre participation au combat en défense des revendications, de nos propositions pour que les travailleurs s'adressent à la majorité PS-PCF pour exiger d'elle qu'elle satisfasse les revendications, des perspectives que nous défendons, au plan syndical et pour l'auto-organisation des travailleurs, afin de favoriser l'unité et l'autonomie croissantes de la classe ouvrière.

Tout cela est connu : c'est ce que nous avons pratiqué dans les luttes récentes, dans l'automobile, à la Chapelle Darblay, dans les PTT, à la SNCF, dans les hôpitaux... luttes où les militants de la LCR ont défendu *les revendications immédiates des travailleurs* : pas un seul licenciement (à Talbot-Poissy, aux papeteries de la Chapelle), défense des acquis (aux PTT). Lutes où les militants de la LCR ont avancé *des perspectives transitoires* qui lient ces revendications immédiates *aux questions du pouvoir* politique : nationalisation sous contrôle ouvrier à la Chapelle Darblay ; réorganisation de tout le secteur automobile dans une seule branche nationalisée sous contrôle des travailleurs...

Discutons-en ! Car c'est ainsi que nous répondrons à la question centrale qui est celle de notre VI<sup>e</sup> Congrès : comment peser dans une telle situation ?

A la lumière de notre activité de ces deux dernières années, qui nous a permis de tester et préciser notre orientation, les éléments de réponse sont clairs. Nous devons être l'organisation :

— qui se bat en défense des revendications ouvrières ; qui, partout, est à la pointe du combat contre l'austérité ;

— qui travaille systématiquement à politiser les conflits, en posant en permanence les questions politiques-clés de la situation : en quoi la politique gouvernementale va contre les aspirations du 10 mai, pourquoi il faut exiger de la majorité qu'elle gouverne contre les capitalistes ;

— qui est activement partie prenante de tous les phénomènes de recombposition qui sont à l'œuvre dans la classe ouvrière, afin d'avancer sur la voie de la construction du parti révolutionnaire.

Surmonter les obstacles liés à la situation politique, dépasser un certain éclatement politique de nos activités : voilà le sens de notre intervention autour du plan d'urgence et de notre programme d'action. Ainsi que d'une initiative comme celle qui est proposée d'un rassemblement ouvrier unitaire contre l'austérité.

Tous ces éléments dessinent une orientation politique concrète : celle dont est porteur le projet de thèses majoritaire. Les autres orientations proposées ne pourraient signifier qu'une remise en cause de notre ligne de conduite, de la place que nous tendons à occuper sur le champ politique et du rôle que nous nous efforçons de jouer dans les processus de recombposition au sein du mouvement ouvrier.

Jean Lantier. Alain Krivine.  
François Ollivier. François Sitel.

A la lumière de notre activité de ces deux dernières années, nous sommes de plus en plus convaincus que la situation, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, est grave. Nous devons donc nous interroger sur les raisons de cette situation.

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

— d'une part, en ce qui concerne les décisions politiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

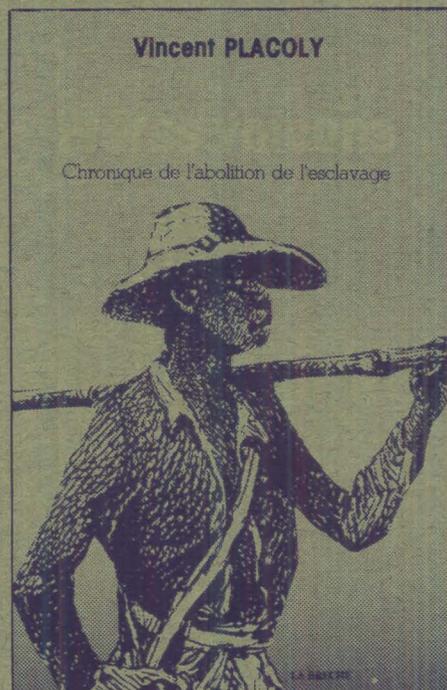
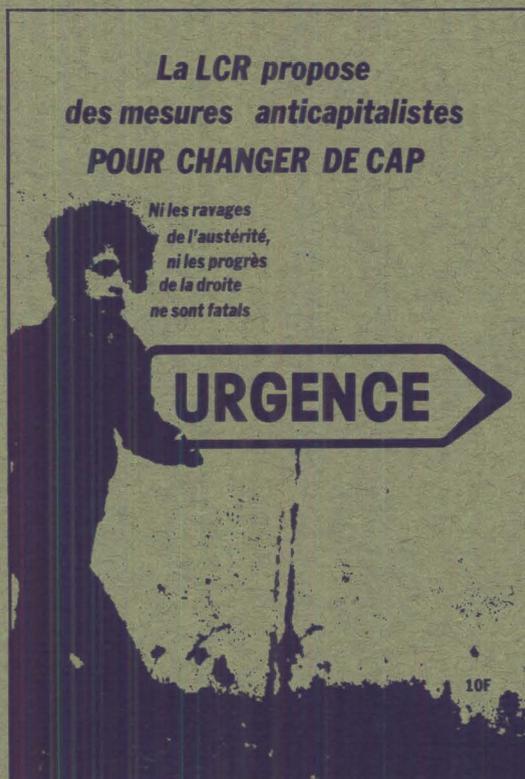
— d'autre part, en ce qui concerne les décisions tactiques : qui prend, où, à la lumière de quel débat, de quelle réflexion ?

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom : .....
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Prénom : .....
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Adresse : .....
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F		.....
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

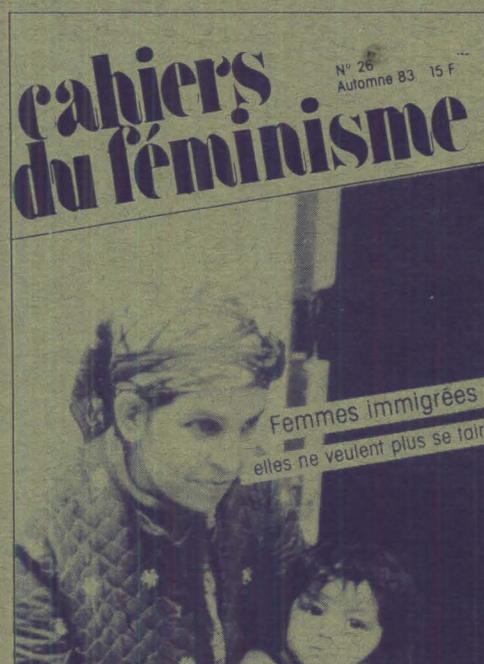
# Un plan de mesures d'urgence

Une brochure de la LCR

Vient de paraître



Roman édité par La Brèche



Vient de paraître

## Critique Communiste

Revue mensuelle de LCR éditée par la société P-E-C  
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93 100 Montreuil-sous-Bois.  
859 00 80.  
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.  
ISSN — 0298 — 2068 N° CP : 56 5511